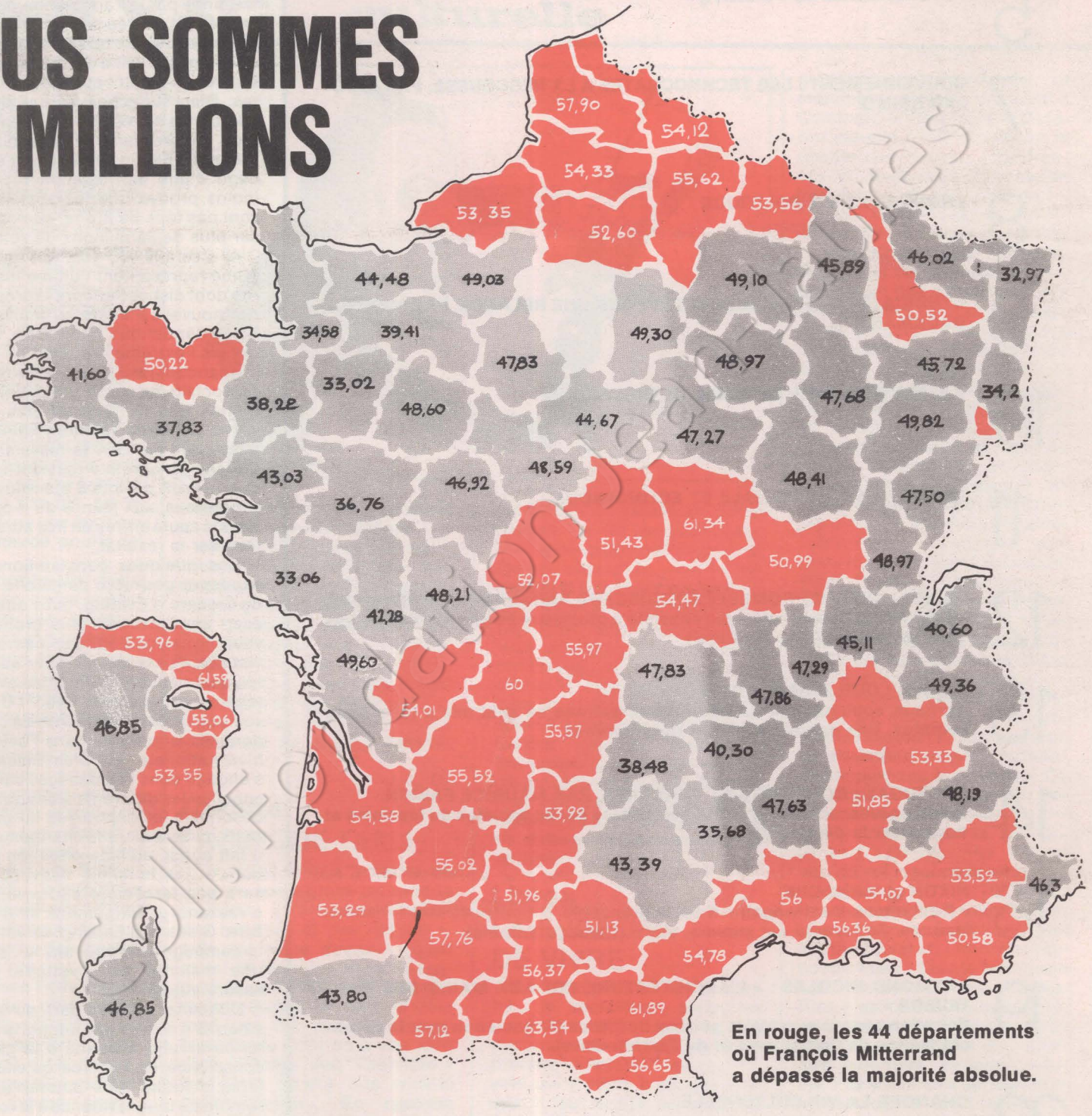
L'unité

N° 112 - 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 24 au 30 Mai 1974

NOUS SOMMES 13 MILLIONS



En rouge, les 44 départements où François Mitterrand a dépassé la majorité absolue.

Treize millions de suffrages pour le candidat de la gauche ! Quelle que soit l'amertume que nous puissions légitimement ressentir d'être arrivés si près de la victoire, c'est de ce chiffre, jamais atteint jusqu'ici, qu'il faut partir pour déterminer les conditions de l'action future.

Que la gauche rassemblée autour de la candidature exemplaire de François Mitterrand ait pu atteindre un tel niveau signifie en effet beaucoup de choses.

1) L'union réalisée autour de cette candidature s'est développée et renforcée au fil de la campagne. La solidarité des organisations politiques (P.s., P.c.f., radicaux de gauche, P.s.u.) et syndicales (C.g.t., C.f.d.t., Fen) qui l'ont appuyée dès le premier jour n'a pas connu la moindre faille. Elle a permis d'entraîner entre les deux tours d'autres courants, ceux venus de l'extrême gauche, mais aussi des forces nouvelles issues du centre-gauche ou du gaullisme et qui, placées devant le choix décisif, ont préféré le camp du progrès à celui du conservatisme.

2) Dans ces treize millions de Françaises et de Français qui ont voté pour François Mitterrand, en sachant qu'il pouvait gagner, il y en a, compte tenu des quelque cinq millions d'électeurs communistes, environ huit millions d'autres qui acceptent non seu-

CLAUDE ESTIER

(suite en page 2)

Sommaire

3 **PARTI SOCIALISTE : « HIER N'EXISTE PLUS », PAR ANTOINE VIOLET**

4 **GAUCHE : L'IRRESISTIBLE ASCENSION, PAR GUY PERRIMOND**
En politique, il est des victoires qui ont un goût de défaite. Et des insuccès générateurs de victoires.

5 **PLUS QUE JAMAIS « L'UNITE »**

7 **GOUVERNEMENT : LES TECHNOCRATES A LA RESCOUSSE, PAR NICOLAS BRIMO.**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

9 **SYNDICATS : QUATRE SCENARIOS POUR UNE RELANCE, PAR MICHELE BACKMANN**

10 **« IL N'A QU'A BIEN SE TENIR, LE GISCARD... »**

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

12 **LES MILLE ET UNE PROMESSES DE GISCARD, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
« Pour moi la démagogie, cela consiste à promettre ce que l'on sait ne pas pouvoir tenir » (R.t.l., le 16 mai)

13 **C.N.P.F. : OUF, PAR NICOLAS BRIMO**
Après le soulagement de rigueur, les patrons se sont mis à faire leurs comptes. Une opération qui les rend nerveux.

14 **PORTUGAL : CONFIANTS ET VIGILANTS, PAR MAURICE FABIEN**
Mario Soares : « Il faut d'abord détruire les bases sociales du fascisme et consolider la démocratie ».

16 **NIXON : L'ARNAQUE**
« Il est retors. Il est vulgaire. Il est influençable. Il montre de surprenantes lacunes. Sa loyauté est minime, etc. » (Chicago Tribune).

19 **RAYMOND NICOLAS : « L'ARCHITECTURE EST AUX MAINS DES BANQUIERS »**
Entretien avec le secrétaire général de l'Adua (Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture).

23 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 8, 10, 13, 15), René Backmann (pages 14, 15), Barrigues (pages 9, 11, 23), Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 4, 17, 19, 20), Demoulins (page 18), Guéna (page 7), Huper (pages 3, 6), Keystone (page 7), Pascal Lebrun (page 7), Marc Semo (page 10), Teich (pages 8, 24).

→

lement l'alliance avec le Parti communiste, mais aussi la présence de ministres communistes au gouvernement, puisque ce problème a été posé clairement au cours de la campagne. Ce qui était jusqu'à présent un élément de blocage pour la gauche a cessé de l'être.

3) Du même coup s'effondre l'argument, dont Michel Poniatowski s'est encore servi abusivement à quelques jours du scrutin, suivant lequel la gauche au pouvoir serait dominée par le Parti communiste, ce qui entraînerait l'arrivée de chars russes à Paris. Le vieil épouvantail que la droite agite frénétiquement à la veille de chaque élection devra être rangé bientôt au magasin des accessoires. Bien sûr, chez un certain nombre de personnes âgées particulièrement, la peur a joué encore dans ce scrutin en faveur de Giscard d'Estaing. Mais il ne s'en est fallu, en dépit d'une participation record qui a au moins prouvé que les abstentionnistes ne sont pas tous de droite, que de 400 000 voix sur plus de 26 millions de votants.

4) Ces 400 000 voix qui ont fait la différence représentent l'ultime marge de sécurité dont dispose encore la droite. La « majorité nouvelle » chère au nouveau président de la République a, en effet, tout absorbé, depuis l'extrême droite de Le Pen et Tixier-Vignancour jusqu'aux « réformateurs » issus du socialisme comme Max Lejeune et Emile Muller. Elle ne dispose plus d'aucune réserve. Or, cette coalition hétéroclite ne dépasse que de 1,5% le rassemblement de la gauche. Encore n'y parvient-elle que parce que le droit de vote a été refusé, malgré les promesses, aux jeunes de moins de 21 ans, dont la seule entrée en lice aurait pu suffire à inverser le résultat.

Ces quelques constatations suffisent à expliquer pourquoi dimanche soir les amis de Giscard d'Estaing, qui s'attendaient à un écart sensiblement plus grand en leur faveur, ne savouraient que médiocrement leur victoire. Ils savent que pour eux les difficultés commencent. Difficultés avec leurs partenaires et d'abord avec l'U.d.r., grande vaincue de cette élection mais qui continue à dominer la majorité dans l'actuelle Assemblée nationale : ou bien Giscard d'Estaing s'engage dans des dosages savants pour se concilier les différents clans qui se disputent désormais les dépouilles du parti gaulliste, mais où sera alors le changement ? Ou bien il fait appel, comme on lui en prête l'intention, à des hommes nouveaux, ce qui ne sera pas forcément apprécié par les amis d'Alexandre Sanguinetti et d'Alain Peyrefitte. Giscard d'Estaing se vantait pendant la campagne de pouvoir, lui, s'appuyer sur une majorité parlementaire. En est-il si assuré aujourd'hui ?

Difficultés, d'autre part, du fait de l'opposition. S'il ne lui a pas permis le succès espéré, ce scrutin a donné à la gauche pleine conscience de la force qu'elle représente, force d'autant plus puissante qu'elle rassemble de toute évidence à la fois la majorité des travailleurs et des jeunes générations. Avec des organisations solides et solidaires, avec un leader incontesté qui, sans se laisser aller à la déception, n'a pas attendu 24 heures pour reprendre sa place au combat, avec la volonté de prendre immédiatement toutes les initiatives pour contraindre Giscard d'Estaing à tenir les innombrables promesses qu'il a faites, la gauche est en mesure de jouer dans les prochaines semaines un rôle décisif. Le Parti socialiste, pour sa part, y est prêt, sachant qu'au-delà d'une bataille perdue, la victoire est désormais inéluctable.

CLAUDE ESTIER

«HIER N'EXISTE PLUS»

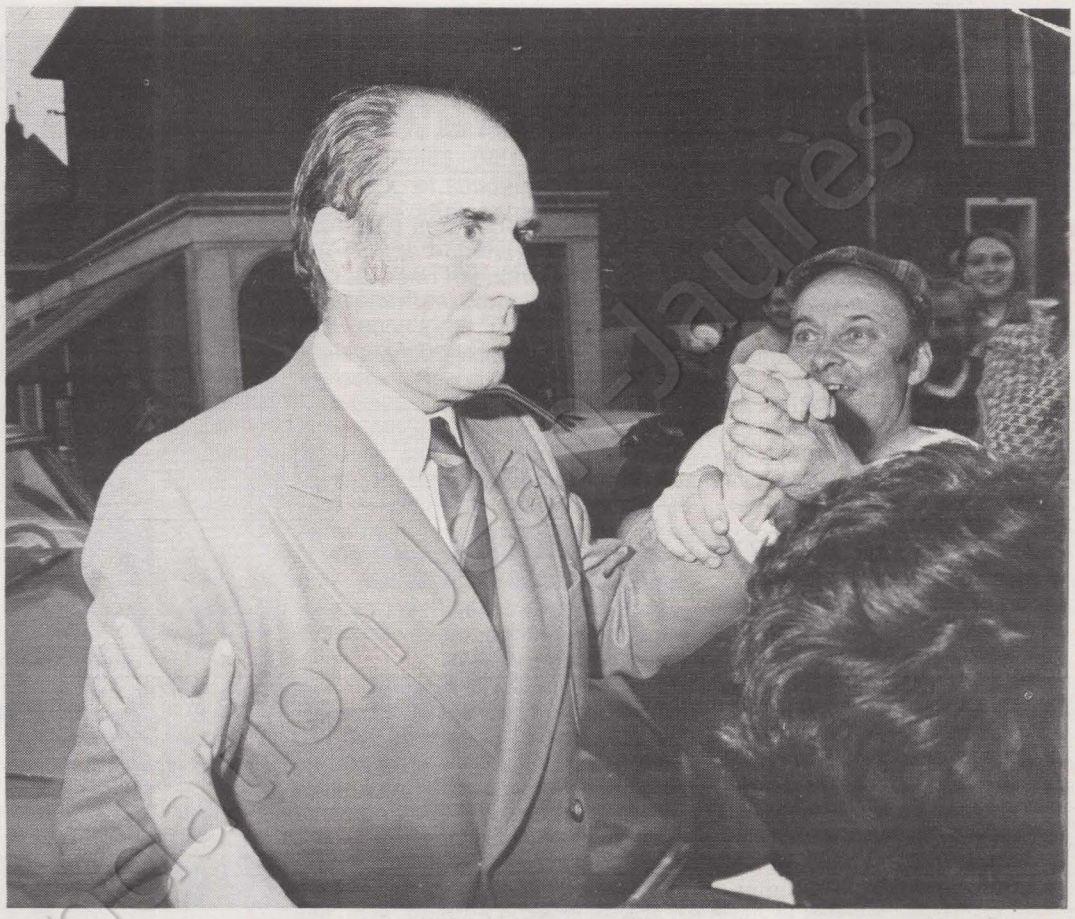
Quand les 21 membres du Bureau exécutif du P.s. se retrouvent lundi à 16 heures, Cité Malesherbes, une tristesse certaine se lit sur les visages, dont beaucoup sont aussi marqués par la fatigue d'une longue campagne. Depuis dimanche soir, ils ont remâché les résultats acquis dès les premières estimations de 20 heures. Plusieurs d'entre eux n'ont pas eu le temps de se laisser gagner par l'amertume : Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Georges Fillioud, Claude Estier, Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre, Louis Mermaz se sont succédé toute la soirée sur les trois chaînes de télévision et dans les différentes stations de radio pour faire face au triomphalisme, d'ailleurs nuancé, des leaders de la « nouvelle majorité présidentielle ».

Vers midi, ils se sont retrouvés pour la dernière fois dans les locaux de la Tour Montparnasse pour attendre François Mitterrand qui revenait de Château-Chinon. Il arrive, souriant, à peine marqué. Les deux cents militants qui ont constitué pendant cinq semaines l'équipe nationale de la campagne lui font une ovation. Aussitôt, il s'adresse à eux pour les remercier de l'effort qu'ils ont accompli nuit et jour. Mais il ne s'attarde pas : « Hier n'existe plus ». Il veut seulement rappeler les moyens employés par l'adversaire, les insinuations, les écrits diffamatoires, la puissance de l'argent, le rôle de la grande presse. Les cartes sont biseautées et il ne faut pas se laisser prendre au jeu des mots. « Mais, poursuit Mitterrand, il faut maintenant penser à ce qui commence aujourd'hui. Le temps travaille pour nous. En tout cas, on peut compter sur moi pour poursuivre la bataille ».

Seule la dernière phrase exprime un regret : « Je crois que j'étais prêt à assumer la direction de l'Etat. Mais d'autres sont là pour reprendre le flambeau ». L'émotion est visible, mais plus encore celle des présents qui se demandent ce que va faire Mitterrand, s'il va prendre quelque distance ou, au moins, quelques semaines de repos bien gagné.

C'est la question que se posent encore les membres du Bureau exécutif mais, dès les premiers mots qu'il leur adresse, François Mitterrand va les rassurer en leur annonçant qu'il est prêt ce jour-même à reprendre ses fonctions de Premier secrétaire du Parti. C'est ce qu'unanimement, ils avaient décidé de lui demander.

Mais la combativité de celui qui vient de mener au nom de toute la gauche une campagne aussi exemplaire les surprend tous — « Si je reprends mes fonctions, précise Mitterrand, cela veut dire que le Parti reste mobilisé comme il l'a été pendant cette campagne. Je partage votre déception, car c'est vrai que cette fois nous aurions pu accéder à la direction de l'Etat. Mais le Parti socialiste a bien des raisons d'être optimiste. Les choix qu'il a faits depuis Epinay ont été ratifiés par des millions de nouveaux électeurs. Il va se développer encore, s'il continue sur sa lancée, sans trêve, ni pause. Pour ma part j'y suis prêt. »



François Mitterrand à Château-Chinon, dimanche soir.

Un capital considérable

C'est le langage que les membres du Bureau attendaient. Au-delà de la tristesse, aucun n'a cédé au découragement. Et les militants non plus. De tous les départements, des coups de téléphone l'ont confirmé. Et, dans la seule journée de lundi, 45 visiteurs se sont présentés Cité Malesherbes pour adhérer au P.s.

Un capital considérable a été accumulé pendant cette campagne. Le Parti socialiste est bien placé pour en recueillir une large part. Mais il lui faut faire preuve d'imagination et se fixer un calendrier d'action.

Dès samedi, le Comité directeur, sur rapport de Pierre Mauroy, va élaborer une première série de propositions qu'une convention nationale arrêtera définitivement dès le début de juin.

Cette action que le P.s. entend développer pour renforcer sa propre organisation ne signifie pas qu'il songe à s'éloigner du grand rassemblement qui s'est constitué autour de la candidature de François Mitterrand. Bien au contraire, le communiqué adopté par le Bureau exécutif rend hommage à « la solidarité sans faille » des organisations politiques et syndicales qui ont soutenu le candidat de la gauche et souligne la volonté du P.s. « d'approfondir la stratégie d'union de la gauche qui vient d'être approuvée par 13 millions d'électrices et d'électeurs. »

Ainsi les choses sont claires. Vingt-quatre heures après un scrutin qui a failli conduire la gauche à la victoire et que personne, en tout cas, ne peut considérer comme une défaite, la machine du P.s. est remise en marche pour de nouvelles batailles. C'est, pour le moins, un signe de bonne santé.

ANTOINE VIOLET

Dans le communiqué qu'il a adopté lundi, le Bureau exécutif du Parti socialiste, « adresse ses chaleureuses et amicales félicitations à François Mitterrand pour la campagne exemplaire qu'il vient de mener.

« Il remercie tous les militants et sympathisants qui ont participé activement à cette campagne et les invite à poursuivre cet effort qui amène au Parti de nombreuses adhésions et renforce son influence dans l'ensemble de la France métropolitaine et des départements et territoires d'outre mer. Le Comité directeur aura dès samedi à mettre au point les dispositions nécessaires pour développer sans relâche l'action du Parti socialiste. »

L'IRRESISTIBLE ASCENSION

En Histoire, il est des victoires qui ont un goût de défaites. Et des insuccès générateurs de victoires.

12 975 622 voix. Moins de trois ans après le congrès d'Epinay, moins de deux ans après la signature du programme commun, la gauche toute entière, enfin réunie, a « fait » dimanche dernier 49,33% des voix, en métropole. Ces chiffres marquent à la fois une victoire et un échec.

L'échec ? C'est de ne pas avoir réussi à convaincre 200 000 électeurs de plus, c'est-à-dire d'annuler les 400 000 voix d'avance de Valéry Giscard d'Estaing. A l'arraché, ce dernier est donc le 20e président de la République française. Dimanche soir une moitié de la France a éprouvé un lâche soulagement. Celui des nantis, de ceux qui ont « quelque chose à perdre », celui des trompés qui n'ont pourtant rien à perdre mais tout à gagner. Mais, le poids de l'idéologie dominante n'étant pas un vain mot, et la peur de l'inconnu, dépeint comme étant l'enfer, étant une réalité, ces millions de Français croient que le système en place les protège ; vieille duperie de la bourgeoisie qui a su ainsi, depuis longtemps, retenir les voix d'une partie du peuple.

L'autre moitié de la France a retrouvé le goût amer, courant dans le mouvement ouvrier, des victoires sans cesse reportées.

La victoire ? C'est un des aspects le plus étrange de ce scrutin : ce sont ceux qui ont perdu qui ont, dès dimanche soir, affiché une tranquille assurance dans l'avenir. Ce sont ceux qui ont perdu qui ont conservé l'espoir. Ce sont ceux qui ont perdu qui ont, à analyser les résultats, le plus de raisons d'être satisfaits. Ironie de l'Histoire, voici les gagnants presque embarrassés de leur victoire. C'est que celle-ci est si courte que tout le monde se dit : « La prochaine fois ... »

En métropole, François Mitterrand a obtenu 49,33% des voix, soit un gain de 2,11% sur le total obtenu le 5 mai par lui-même, Arlette Laguiller, René Dumont et Alain Krivine. Giscard d'Estaing, avec ses 50,66%, a perdu 1,4% sur les suffrages qu'il pouvait espérer. Le combat du deuxième tour s'inscrit dans ces quatre chiffres.

Ce gain et cette perte ont pourtant eu lieu dans des conditions particulièrement difficiles pour la gauche. L'argent, les moyens d'information, le mensonge, tout a été utilisé. L'anticommunisme, moins opératoire que dans le passé, n'a pas été oublié. La calomnie non plus : lettres aux maires de France sur les capitaux « détournés » par Mitterrand, tracts injurieux, bref tous les « arguments » qu'une classe vacillante peut utiliser pour conserver le pouvoir l'ont été.

«Sans se faire montrer du doigt»

C'est que l'enjeu était de taille. Et il a été perçu : jamais les Français n'ont autant voté. Tous les records ont été battus. Si, comme on l'a souvent expliqué, une élection n'est que la photographie d'un rapport de forces, de l'état de la lutte de classes, le moins que l'on puisse dire, à lire les résultats, est que celle-ci a été particulièrement intense ces derniers temps.

Et, première surprise, les abstentionnistes du premier tour se sont — sur le plan national, tout au moins — à peu près également répartis. Ce qui prouve que la gauche avait — encore — des « réserves de voix ». A ceux qui cherchaient, pour passer la barre des 50%, des solutions « en dehors » de la gauche, le résultat du 19 mai vient de démontrer que si cette dernière est unie, si elle propose un projet de société global et cohérent, il existe une masse importante d'électeurs qui se reconnaissent en elle. Electeurs ne votant pas habituellement, ou électeurs ayant voté à droite mais à qui les difficultés quotidiennes, les luttes, ont déssillé les yeux.

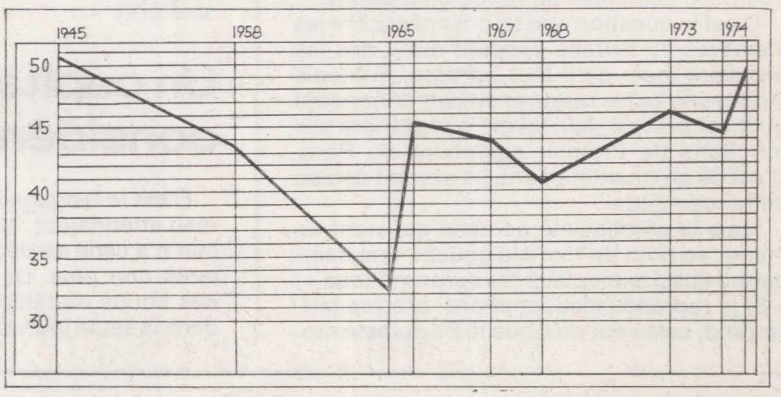
Ce second tour a donc amplifié — en les corrigeant — les mouvements observés lors du premier tour.

Et tout d'abord que la gauche cesse d'être forte seulement dans quelques régions traditionnellement favorables. Elle « nationalise » sa force électorale, ouvre des brèches importantes dans les bastions conservateurs, obtient des résultats importants à la campagne. Au point que des paysans de régions habituellement hostiles ont pu déclarer : « Maintenant, on peut voter à gauche sans se faire montrer du doigt. Nous sommes assez nombreux. » En Normandie, en Lorraine, en Alsace, dans les Pays de Loire, en Picardie, les résultats dépassent de plus de 10% ceux de mars 1973. Dans ces régions, ce n'est plus une « percée » : la gauche s'y installe avec des scores encore inférieurs à son niveau national, mais suffisants pour modifier dans les mois et les années à venir la carte politique et les conditions de la pratique militante.

Cette nationalisation, l'extension du nombre de départements où Mitterrand dépasse la barre des 50% est révélatrice d'une autre évolution. En 1965 — et Dieu sait si au deuxième tour les voix obtenues étaient hétérogènes, expression de mécontentements divers plutôt que volonté cohérente sur un projet — nombreux étaient les commentateurs qui avaient assimilé le vote à gauche à celui des habitants des régions déshéritées. Les dirigeants politiques conservateurs n'avaient pas hésité à parler de la lutte de la France sous-développée contre la France développée, du Sud contre le Nord. Il suffit de regarder les départements *(voir la carte en première page)* où Mitterrand dépasse les 50% pour comprendre pourquoi de telles analyses n'ont pas été renouvelées. Bien sûr, le Sud vote à gauche. Ce n'est pas une découverte, mais le résultat d'une longue Histoire, d'une longue lutte. Mais il n'est plus seul à voter majoritairement à gauche.

Vote et classes sociales

Car 3 des 5 régions de programme parmi les plus développées et les plus industrielles (Région parisienne, Nord - Pas-de-Calais, Provence-Côte d'Azur) ont donné la majorité au candidat de la gauche.



Pour saisir d'un coup d'œil l'évolution des voix de la gauche ces dernières années, voici (par rapport aux votes exprimés — métropole seulement) les scores de la gauche dans 7 scrutins-clés : législatives de 1945, 1958, 1967 et 1973, élections présidentielles de 1965 et de 1974.

PLUS QUE JAMAIS «L'UNITE»

La campagne de l'élection présidentielle qui vient de s'achever a mis en lumière l'extraordinaire disproportion qui existe entre la gauche et la droite au niveau des grands moyens d'information. Si l'O.r.t.f. a dû tenir compte pendant cette période d'un certain nombre d'impératifs d'équilibre, il n'en a pas été de même des postes périphériques, qui ont montré à plusieurs reprises de quel côté ils penchaient. De la Sofirad, qui contrôle financièrement la plupart de ces postes, à son président Denis Baudoin, devenu le chargé de presse du candidat Valéry Giscard d'Estaing, un lien direct a été établi qui laissait peu de place à l'objectivité.

Quant à la presse écrite, elle a penché elle aussi, pour plus des trois quarts, en faveur du candidat de la droite pour lequel se sont prononcés ouvertement à la fois le directeur de « France-Soir » et celui du « Figaro », sans parler des articles calomnieux de « l'Aurore », du « Parisien libéré », de « Paris-Match » et de tant d'autres « gros tirages ».

Face à un tel déferlement, « l'Unité » a tenu de son mieux sa place aux côtés des quelques rares journaux qui ont soutenu François Mitterrand. Notre hebdomadaire a, pendant cette période, augmenté le nombre de ses pages, doublé son tirage et accru sa vente dans des proportions considérables. Il atteint donc aujourd'hui une étape nouvelle de son développement. Mais précisément parce que nous venons de mesurer l'insuffisance de nos moyens d'expression, nous ne saurions en rester à cette étape.

Grâce à la campagne exemplaire de François Mitterrand, la gauche vient de connaître de remarquables progrès. Le Parti socialiste peut légitimement en revendiquer sa part. Mais cela lui impose d'accroître encore son audience et donc la diffusion de son hebdomadaire national.

Il faut donc que tous les nouveaux sympathisants qui nous ont rejoints pendant cette campagne s'abonnent à « l'Unité ». Nous leur demandons instamment de le faire sans attendre et nous demandons à tous ceux qui sont déjà abonnés — leur nombre dépasse désormais 20 000 — de trouver de nouveaux abonnés parmi ceux qui ont soutenu l'action de François Mitterrand.

Il faut aussi que soit mise en application sans délai la décision prise au dernier congrès du Parti socialiste et qui veut que chaque section soit abonnée à « l'Unité ».

Dans la « foulée » de l'élection présidentielle, une intense campagne d'abonnements doit donc se développer dans les prochaines semaines. C'est l'une des façons efficaces d'aider le Parti socialiste.

Nous comptons sur vous.

Le bulletin d'abonnement est en page 22

L'évolution, par rapport à 1965, est patente. La gauche obtient la majorité dans 44 départements au lieu de 26. Elle dépasse la barre des 60% dans 9 au lieu de 5. En voix, elle n'est en recul par rapport à mars 1973 que dans un seul — les Alpes de Haute-Provence. Et, en pourcentage, dans 19 au lieu de 49 au premier tour. C'est dire si entre les deux tours la mobilisation a été importante. Bien sûr, il y a des points faibles. Et c'est dans ce que l'on appelle les « fiefs », les régions Nord, Provence-Côte d'Azur, Limousin, que la stagnation est la plus forte. Il y a plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, il y en a une, évidente. Lorsque l'on a fait, sociologiquement, le plein des voix classiques, les progressions sont plus difficiles. Mais, surtout, les fiefs ont une histoire. Pour les électeurs et pour les militants. Dans le passé et selon les régions, bon nombre d'électeurs « socialistes » n'étaient que des électeurs de droite votant socialiste pour éviter l'élection d'un communiste. Ces électeurs ont fui. Qui s'en plaindra ? L'heure n'est pas à obtenir des voix, mais à gagner des électeurs sur un projet. Les vieilles habitudes qui avaient permis de maintenir en place quelques notables ne sont plus de mise. Pourtant, il faut remplacer les pertes. Ce qui n'est pas toujours simple. Et puis, pour les militants, les anciens affrontements fratricides ont laissé des traces. C'est perceptible dans les « vieux fiefs » socialistes et communistes. Perceptible, mais pratiquement résorbé. Qu'ici et là des efforts soient à faire, qui en douterait ? Le Parti socialiste est un héritier. Et, dans un héritage, il y a le meilleur et le pire. Les deux tours des élections présidentielles ont montré que le temps du pire semblait terminé, même si le temps du meilleur n'était pas partout ressenti avec la même intensité. Et ceci est peut-être encore plus vrai pour les militants que pour les électeurs : c'est dans certains fiefs que la campagne électorale a été la plus « molle ». Car, pour ce qui est des électeurs, les « manques » recensés lors du premier tour dans les circonscriptions où ont été élus en 1973 des députés socialistes ont été réduits le 19 mai à leur plus simple expression.

Et ceci en dehors du report des voix « chabanistes ». En effet, dans un certain nombre de départements, leur report est indéniable. C'est dans le Sud-Ouest que Mitterrand, en pourcentage, accroît le plus ses suffrages : entre 6 et 8% en Gironde, en Dordogne, entre 4 et 6% dans les Landes, les Hautes-Pyrénées, le Gers, le Lot-et-Garonne, le Lot, la Charente-Maritime. Il s'agit, dans ces anciennes terres radicales, plus d'un retour à la gauche que d'un gain réel. Ce retour des voix populaires qui avaient été conquises par les gaullistes s'est fait plus ou moins tôt, selon les régions. Dans le Sud-Ouest, la conquête avait été tardive. Et ces voix sont revenues plus tard. Dans le reste de la France, où le gain moyen est de l'ordre de 2 à 4%, il devient plus difficile de faire la part des « chabanistes ». D'autant qu'en changeant d'échelle, on s'aperçoit que dans de très nombreuses villes les gains sont davantage dus aux abstentionnistes du premier tour qu'à un report des voix « chabanistes ». C'est éclatant dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis, la Loire-Atlantique, les Ardennes, etc. Dans de très nombreuses villes, une analyse par bureau de vote démontre que l'essentiel des abstentionnistes du premier tour ont voté pour la gauche. Ce qui montre bien l'importance du « réservoir » et la nécessité de mobiliser dès le premier tour l'ensemble de l'électorat.

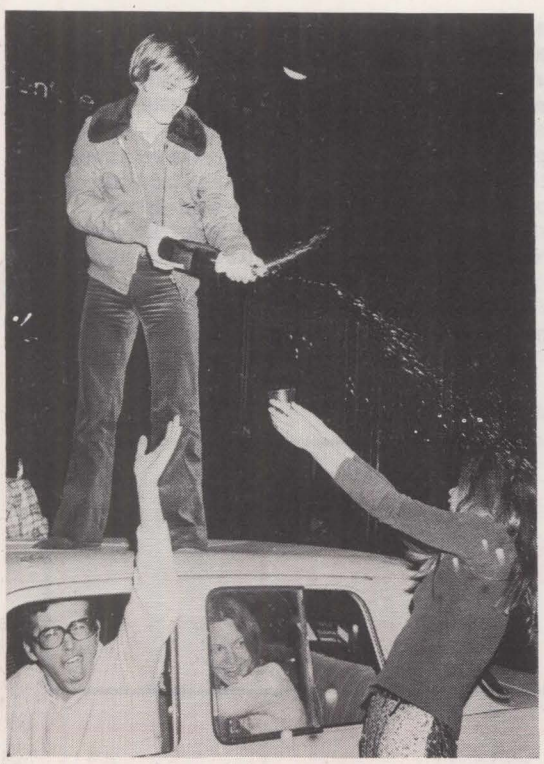
Mais ce qui est le plus frappant dans ces élections, c'est la corrélation entre classe sociale et tendance de vote. Les indications fournies par les instituts de sondage ont été, sur ce point, amplement confirmées. S'il est impossible de vérifier le vote par tranche d'âge, il est plus simple de vérifier celui des couches sociales. Faut-il égrener la longue litanie des villes et des banlieues ouvrières où la gauche est largement — c'est-à-dire à plus de 60% — majoritaire ? Et ce vote de classe se vérifie sur tout le territoire. Il ne s'agit plus de quelques bastions ouvriers, accollés aux grandes concentrations industrielles. Aujourd'hui, là où il y a une usine, une seule, on vote à gauche. Autre confirmation : le vote des paysans. Dès le premier tour, on a souligné les déblocages intervenus. La tendance s'est poursuivie. De la Drôme à l'Indre en passant par le Jura, la gauche a amélioré son score d'une manière significative dans les petits villages.

Nouvelles "ceintures rouges"

Et si, dans les grandes villes, les succès ne sont pas à la hauteur des souvenirs, c'est qu'un phénomène jusqu'à présent parisien se généralise : l'extension des banlieues, la déportation des salariés hors de la ville deviennent la règle générale. Les opérations de rénovation et le montant des loyers font de Paris, symbole de bien autre chose, une ville de droite. Et les grandes villes françaises, à l'instar de la capitale, se hérissent de ceintures rouges. Mais, au total, les voix du centre et des banlieues montrent que là aussi la gauche est majoritaire. Pour la région parisienne, elle a obtenu 51,62% contre 46,08% en mars 1973. La coupure de la France en deux que certains déplorent aujourd'hui ne

→

L'IRRESISTIBLE ASCENSION



Les jeunes « giscardiens » sablent le champagne sur les Champs-Elysées.



Danielle Mitterrand, dimanche soir, à Château-Chinon.

→

s'inscrit pas que dans les résultats. Elle est perceptible dans l'analyse des catégories sociales soutenant chacun des deux candidats. Mais elle est aussi visible, palpable sur le terrain. Et ce qui est significatif, c'est que dans ces banlieues — qui sont souvent de grandes villes — Mitterrand l'emporte dans bon nombre de celles tenues par la « majorité », alors que Giscard d'Estaing l'emporte très rarement dans l'autre cas. Pour les départements de la région parisienne, la gauche l'emporte dans 22 cas, alors que Giscard d'Estaing ne l'emporte que deux fois.

Pour comprendre les mécanismes historiques, il n'y a pas d'analyse qui ne distingue les étapes ou les périodes. Il y a l'avant et l'après, les cycles, etc. D'Epinay à la mort de Georges Pompidou, il y a eu le temps de la gauche en reconstruction, étape marquée par les suites du congrès, la reconstruction du P.s. et la signature du programme commun. Le prédécesseur à l'Elysée de Giscard d'Estaing avait cru bon de déclarer un jour « le P.s. qu'est-ce que c'est ? » Voilà un mot que ne fera pas l'actuel président.

La deuxième période, celle qui vient de débuter avec les élections, a été marquée non seulement par un élargissement électoral de la gauche mais par un certain nombre de faits qui pour l'avenir sont de première importance. Tout d'abord ce qui aurait pu être — et un jour sera — la majorité présidentielle de François Mitterrand comprend des composantes de la gauche qui jusqu'alors étaient restées dans l'expectative. Les syndicats également ont participé, ensemble, à une campagne électorale.

Mais surtout un certain nombre de mythes sur lesquels s'appuie la bourgeoisie ont en partie perdu leur valeur. L'anticommunisme d'abord. Près de 8 millions d'électeurs ont voté sur un projet à mettre en œuvre avec les communistes sans être eux-mêmes électeurs communistes. Pour qui songe à ce qu'était il y a quelques années, le sentiment de très nombreuses gens de gauche sur ce point, le chemin est immense. Et pour l'avenir ces « retrouvailles » sont d'une importance majeure. Un autre mythe a lui aussi perdu une bonne part de sa valeur opératoire : l'incapacité de la gauche de parler sérieusement d'économie, et de gérer sérieusement un pays.

Bien sûr « on » convenait que cette gauche était « sociale », mais que pour le reste... 49,2% des Français ont montré que ces arguments — sur eux — ne portaient plus, préférant les projets économiques de la gauche, au pragmatisme de l'ancien ministre des Finances. C'est donc « pour » quelque chose que se sont prononcés ces Français. Et ce sont les électeurs de Giscard qui cette fois-ci ont voté « contre ». C'est nouveau, important. D'autant qu'au fil des jours, la marge à convaincre n'étant plus très grande... De surcroît, les résultats ont montré que Giscard a été élu principalement par les inactifs, les patrons, les cadres supérieurs, les personnes âgées — et l'électorat français est vieux. C'est-à-dire par des groupes sociaux qui ont une existence électorale mais qui sont, au plus vrai sens du terme, « la majorité silencieuse ». Et le 19 mai cette majorité s'est encore affaiblie. Alors que le centre a rejoint la droite, l'écart entre les deux candidats ne doit pas particulièrement enchanter le vainqueur.

Car, en Histoire, il est des victoires qui ont un goût de défaites. Et des insuccès générateurs de victoires.

GUY PERRIMOND

Les félicitations du S.p.d.

François Mitterrand a reçu le télégramme suivant de Holger Boerner, secrétaire général du parti social-démocrate d'Allemagne fédérale :

« Cher François Mitterrand. Sous votre direction, le parti socialiste français s'est avancé par un progrès considérable et décisif au cours des élections présidentielles. Le résultat des élections montre que les forces du socialisme démocratique sont devenues un facteur prépondérant de la politique future dans votre pays. Les sociaux-démocrates allemands désirent continuer la bonne coopération avec vous, afin que le progrès social en Europe puisse être réalisé en commun avec toutes les forces démocratiques et particulièrement dans la Communauté européenne. »

LES TECHNOCRATES A LA RESCOUSSE

Pour la première fois dans l'Histoire de la Ve République, la majorité présidentielle ne correspond plus exactement à la majorité parlementaire. Un Républicain indépendant occupe l'Elysée et sa majorité à la Chambre passe inévitablement par les 184 députés U.d.r.

Cette contradiction est aggravée par les coupures et les déchirements internes de l'U.d.r. Les candidatures ou velléités de candidature de Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Edgar Faure et leurs échecs ont fait, les unes après les autres, leurs aigris et leurs mécontents. La guerre de succession est trop proche pour que les plaies ne soient pas encore fermées. Et chaque groupe réagit à sa manière.

Lundi soir, à la réunion du Bureau exécutif de l'U.d.r., au siège de la rue de Lille, trois tendances sont apparues. Les « durs » : ils sont une vingtaine seulement, derrière André Fanton et Michel Debré. Ils jouent au gaullisme orthodoxe et historique. Eux n'ont pas encore accepté leur défaite et refusent, pour le moment, toute idée de réconciliation. Les « mous » : menés par Alain Peyrefitte, leur ancien secrétaire général, ils pensent que leur parti devrait soutenir le gouvernement formé par le nouveau président de la République sans toutefois y participer. Cette solution aurait le mérite de préserver l'avenir, celui de l'U.d.r. et le leur. Restent les « super-mous » : certains d'entre eux ont fait partie du « groupe des 43 », officiellement 62 aujourd'hui, derrière Jacques Chirac et Pierre Juillet. Ceux-là ont assassiné par tous les moyens le candidat Chaban et ce lundi est leur triomphe. D'autres les ont rejoints entre les deux tours, comme le baron Olivier Guichard. Selon Chirac, ils sont aujourd'hui 110. Leur opinion est plus simple et plus pratique : « La participation est la seule chance d'assurer la permanence du gaullisme dans l'action gouvernementale. » Cette thèse a été exposée lundi soir par Guichard, Chirac ayant une trop mauvaise image de marque pour le député de base U.d.r.

Peu de temps

Ainsi, Valéry Giscard d'Estaing a, face à lui, une majorité parlementaire fragmentée à souhait : 54 Républicains indépendants, 23 Centre Démocratie et progrès qui lui sont totalement favorables, une trentaine de « réformateurs » menés par Jean Lecanuet qui voudraient bien ne pas être les dindons du ralliement. Et une majorité dans la majorité, l'U.d.r., cassée en trois.

Giscard d'Estaing a donc deux possibilités. Soit descendre dans ces magouilles et distribuer des portefeuilles ministériels en fonction d'un dosage parlementaire subtil. Mais, à ce jeu, il risquerait fort de s'engluer. Et puis chaque groupe ferait de la surenchère et expliquerait qu'il est sous-représenté.

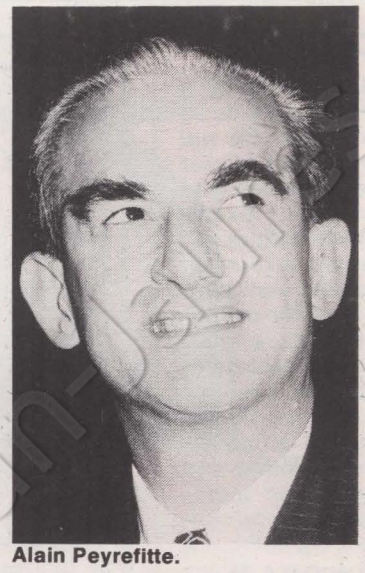
L'autre solution correspond mieux au tempérament de l'ancien ministre des Finances : constituer un ministère où les technocrates seront en majorité. Il donnerait ainsi l'image du changement. Il aurait ainsi à sa disposition des hommes plus soucieux de gestion que de politique. Il échapperait pour un temps aux contradictions internes de sa majorité. Des noms circulent, inconnus du grand public. Ce petit jeu a au moins le mérite de distraire les classes politique et journalistique.

L'Hôtel Matignon serait occupé par un technocrate, par exemple par Claude-Pierre Brossolette, inspecteur des Finances et actuel directeur du Trésor. Des hommes comme Paul Delouvrier et Raymond Barre se verraient confier de grands ministères. Les lieutenants de Giscard d'Estaing recevraient chacun leur part : Michel Poniatowski à l'intérieur et Michel d'Ornano à l'Information, par exemple. Quant aux barons du gaullisme et aux cadets du pompidolisme, le nouveau président de la République leur confierait ce qu'il faut de ministères pour qu'ils ne ruent pas dans les brancards. Les « réformateurs » devraient se contenter d'un minimum. Il est vrai que Lecanuet est habitué à se rallier pour pas grand-chose...

Giscard d'Estaing espère ainsi échapper aux contradictions et aux tiraillements qui naîtront de cette situation nouvelle : majorité parlementaire U.d.r., présidence de la République R.i. Pour gagner ce pari, il a peu de temps. Jusqu'à l'automne. Ces hommes nouveaux, ces technocrates si bien élevés à force de fréquenter les allées du Pouvoir devront s'imposer à l'opinion publique, mais aussi à la majorité parlementaire.

La crise économique est déjà là, la crise sociale point à l'horizon. Il ne manquerait plus du nouveau président de la République qu'une crise politique.

NICOLAS BRIMO


Alain Peyrefitte.


Jean Lecanuet.


Raymond Barre.


Jacques Chirac.


Le prince Poniatowski.

Collection Jean-Jaurès

changer la vie politique

ELEGANCES...

Valéry Giscard d'Estaing a parlé à plusieurs reprises de sa campagne exemplaire. Ce qui ne l'a pas empêché de laisser faire par d'autres une besogne pas toujours reluisante. Exemple cette lettre diffamatoire qui est parvenue samedi à tous les élus et dans laquelle était relatée une histoire inventée de toutes pièces, selon laquelle François Mitterrand aurait fait passer 130 millions en Suisse. Exemple aussi ce double avis de contrôle fiscal lancé pendant la campagne contre François Mitterrand lui-même et contre son représentant à la Commission de contrôle, Me Robert Badinter. Le ministère des Finances a de ces élégances...

EN CACHETTE

Il y a des problèmes qui urgent : dès le lendemain de l'élection présidentielle « la Nation » affirme que ce qui ne peut pas attendre, c'est... la réforme scolaire Fontanet. Et de suggérer que le débat parlementaire se tienne fin juin ou début juillet. Car, explique-t-elle, avec un certain cynisme, « les troupes de l'Uncal, de l'Unef et du Snes seront en vacances ». Décidément, la concertation modèle Giscard commence bien !

LES BONS ET LES AUTRES

Valéry Giscard d'Estaing, prié le 16 mai à R.t.l. d'expliquer pourquoi presque tous les écrivains et artistes avaient pris position pour François Mitterrand : « Pas du tout. Tous les bons votent pour moi ». Pressé de questions par son interviewer — « Lesquels ? Lesquels ? » — Giscard n'a pu donner toutefois d'autres précisions.

Fournissons-en une : le dessinateur Jean-Jacques Sempé s'est retrouvé avec quelque surprise dans une liste de signataires pro-giscardiens. Et comme il s'indignait du procédé, on lui a fait savoir qu'il s'agissait d'un homonyme — utilisé alors fort à propos... La même mésaventure est advenue au comédien Jacques Fabbri.

LES FAUX PRETEXTES DE L'ORDRE

Le Pr Paul Milliez est poursuivi par le conseil départemental de l'Ordre des médecins des Alpes-Maritimes. Chef d'accusation : « publicité tapageuse en vue d'augmenter sa clientèle privée ». Comme si le Pr Milliez avait besoin d'augmenter sa clientèle privée !

Ancien doyen de l'U.e.r. Broussais-Hôtel Dieu, il est d'abord connu pour ses positions libérales sur l'avortement. Depuis longtemps également, il se bat aux côtés des étudiants pour une meilleure qualité des études médicales, et aux côtés des malades pour de meilleures conditions d'hospitalisation.

Dans toute la profession, on le connaît pour son intégrité et sa droiture : probablement le seul parmi tous les professeurs de sa notoriété, il continue d'inscrire sur les feuilles de Sécurité sociale de ses patients le montant de la visite.



Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir dénoncer cette « machination » montée par l'Ordre des médecins contre le Pr Milliez.

En effet, c'est au cours d'une émission de télévision du 20 janvier, où pendant une heure il avait expliqué sa conception de la médecine, que le Pr Milliez a glissé, au cours de sa conversation avec Marc Gilbert, qu'il n'avait guère de temps à consacrer à sa clientèle privée.

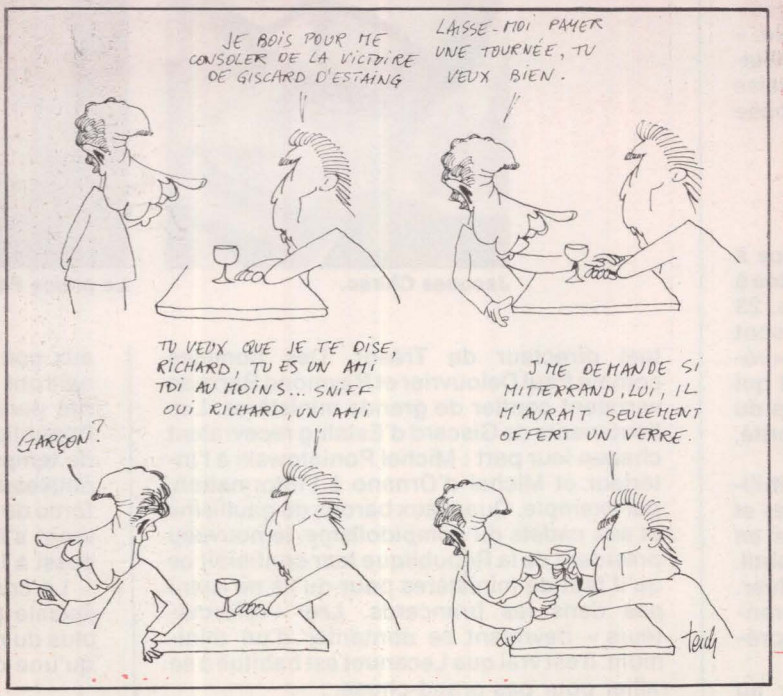
En fait, il est probable que l'Ordre des médecins n'a pas digéré de n'avoir pu condamner le Pr Milliez après sa prise de position en faveur de la jeune avortée du procès de Bobigny.

« Une occasion minable de poursuivre le Résistant de la première heure, le détracteur des turpitudes médicales — jamais dénoncées par les conseils de l'Ordre — le catholique libéral, défenseur des femmes traquées dans l'avortement clandestin », explosait le Pr Minkowsky, outré. Des médecins anciens Résistants ont apporté aussi leur entier soutien au Pr Milliez.

Une fois de plus, le Conseil de l'Ordre des médecins a perdu l'occasion de faire oublier que, créé sous Vichy, il continue, dans cette ligne, à représenter les valeurs de la droite la plus bornée.

LES COGNEURS (SUITE)

On nous l'aura assez répété : la campagne électorale entre les deux tours s'est déroulée « dans les meilleures conditions ». C'est passer un peu vite sur certaines « bavures » des partisans ou du service d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing **(voir les précédents numéros de «l'Unité»)**



Dans la nuit du 14 au 15 mai, deux colleurs d'affiches favorables à François Mitterrand ont été attaqués à Soturac (Lot). Leur agresseur a tiré plusieurs coups de fusil dans leur direction ; il s'agit d'un retraité de 69 ans, qui a été écroué. Le 16 mai, un photographe — encore un... — a été agressé par le service d'ordre de Giscard d'Estaing lors de sa réunion au Palais des sports de Paris.

Dans le Gers, une équipe de colleurs favorables à Mitterrand a essuyé plusieurs coups de feu, dans la soirée du 17 mai ; l'un d'entre eux, Michel Pouillet (28 ans), a été atteint dans le dos par un projectile. Le 18 mai, à 5 heures du matin, une bande de 25 personnes armées de barres de fer ont saccagé un local du Parti socialiste à Paris, dans le 5e arrondissement. Ils ont endommagé deux voitures en stationnement. Plusieurs militants ont été blessés. Près de Belfort, dans la nuit du 18 au 19 mai, deux coups de pistolet ont été tirés sur un colleur de Mitterrand, qui a été blessé.

QUATRE SCENARIOS POUR UNE RELANCE

Lecture favorite des responsables syndicaux depuis le 2e tour de scrutin : « Les promesses du président Giscard ». Répertoriées, cataloguées, annotées, commentées, elles constituent au lendemain de l'élection présidentielle, un ouvrage de base auquel les syndicats sont bien décidés à se référer aussi souvent qu'il le faudra. Et, au début de cette semaine, les états-majors syndicaux, armés de cet impressionnant catalogue, n'avaient pas l'intention de laisser traîner les choses.

Dès lundi, la C.g.t. et la C.f.d.t. se sont retrouvées pour faire le point. Ce n'est pas, ce jour-là, une rencontre au sommet, mais une simple réunion de travail qui réunit plusieurs responsables des deux confédérations : il s'agit d'un premier échange de vues sur l'action à mener pour que le nouveau président n'oublie pas les engagements pris dans le feu de la campagne électorale. En fait, ce n'est qu'après la réunion extraordinaire du Bureau national de la C.f.d.t., lundi prochain, que des contacts officiels auront lieu entre les deux centrales. Contacts qui permettront, sans doute, une prise de position commune. Mais, d'ores et déjà, une chose est sûre : l'attitude des syndicats sera ferme. Très ferme.

Conscientes de rassembler derrière elles la majorité de ceux qui ont voté Mitterrand, conscientes aussi que leur engagement au coude à coude dans la bataille politique leur donne une force nouvelle, les principales centrales syndicales pensent avoir beaucoup d'atouts dans leur jeu pour faire céder Giscard. Et elles ne se font pas faute de le répéter au nouveau Pouvoir. Georges Séguy : « Ou bien le gouvernement et le C.n.p.f. accepteront les solutions négociées, ou bien l'action syndicale les y contraindra. » Edmond Maire : « Le puissant mouvement populaire qui s'est constitué gardera tout son dynamisme et toute sa force pour combattre la politique réactionnaire qui s'est maintenue au pouvoir. » James Marangé : « Le temps des promesses électorales révolu, voici venu celui des réalités. » Et F.o., la C.f.t.c., la C.g.c. conseillent au Président de consulter une minorité qui est, selon l'expression d'André Bergeron, « à peu de chose près ce qu'est la majorité. »

Quel été?

A partir de la détermination des trois principales centrales ouvrières, on peut imaginer quel sera le climat social dans les semaines à venir. Comme point de départ de tous les scénarios envisageables, un même préalable, défini par Jeannette Laot, responsable de la C.f.d.t., et sur lequel tout le monde est d'accord : « Comme nous n'avons pas cessé de le dire, les travailleurs agiront et nous nous emploierons à rendre leur action efficace. Les thèmes de mécontentement ne leur manquent pas. Ce seront ceux qui étaient l'objet de leur action avant la mort de Georges Pompidou : salaires, pouvoir d'achat, conditions de travail et emploi. La situation s'étant encore dégradée, il est évident que les travailleurs vont agir sur ces thèmes. » La suite dépend de plusieurs facteurs, en particulier l'attitude du gouvernement et la tactique syndicale.

* **Scénario n° 1.** La C.f.d.t. partage l'analyse de la C.g.t. ; les deux centrales demandent ensemble, et peut-être avec la Fen, l'ouverture d'un « nouveau Grenelle ». Giscard, fidèle à ce qu'il a toujours été et oubliant qu'il a été élu avec un quart seulement des voix ouvrières, refuse toute négociation. Le patronat du secteur privé, où des discussions étaient prévues pour mai et juin dans de nombreuses entreprises, se montre lui aussi intraitable. On imagine facilement les réactions de la plupart des travailleurs et on peut prédire, sans trop de risques d'erreur, que le début de l'été sera chaud.

* **Scénario n° 2.** Les centrales ouvrières jugent qu'il est préférable d'agir secteur par secteur plutôt que de réclamer une négociation globale (c'est l'analyse que font certains dirigeants de la C.f.d.t.). Elles sentent que la mobilisation politique réalisée autour du candidat de la gauche peut se transformer très rapidement en mobilisation revendicative. Dans les entreprises, le mécontentement est encore plus grand qu'au début d'avril, et les travailleurs se sentent plus forts, grâce à la progression de la gauche et à une unité syndicale renforcée. Giscard, fidèle à ce qu'il a toujours été et suivi par le patronat, se montre aussi réticent. Les mêmes causes produisent les mêmes effets — voir scénario n° 1.

* **Scénario n° 3.** Les travailleurs, démobilisés par les résultats de l'élection, hésitent à se lancer dans l'action. Les craintes en ce qui concerne l'emploi et la proximité des vacances les poussent encore moins à agir. Giscard fait la sourde oreille à ceux qui lui rappellent ses promesses et reste soigneusement dans le vague. C'est oublier

→



QUATRE SCENARIOS POUR UNE RELANCE

→

l'échéance du mois de juillet, date à laquelle se réunit la commission supérieure des conventions collectives, qui doit décider du relèvement du Smic.Les intentions réelles de Giscard éclatent à ce moment. Et les travailleurs, dès la rentrée, montrent leur mécontentement.

* **Scénario n° 4.** Giscard d'Estaing, soucieux d'éviter une explosion sociale, engage des discussions avec les syndicats. Et accorde une partie de ce qu'il a promis. Hypothèse qui va à l'encontre de tout ce qu'on sait du nouveau Président. Mais sait-on jamais ? Dans ce cas aussi, le chef de l'Etat aura affaire à forte partie : des syndicats bien décidés à regarder au-delà des chiffres. « Car, explique un dirigeant syndical, dans la mesure où Giscard joue l'inflation, il peut décider de distribuer de l'argent pour acheter la paix sociale. Il y aura alors des augmentations, mais elles risquent d'être apparentes, et vite mangées par la hausse du coût de la vie. Il faudra donc faire très attention. »

Les syndicalistes ne seront pas seuls à comparer les réalités et les promesses. Giscard ne doit pas l'oublier : 13 millions de Français — un électeur sur deux — n'ont pas voté pour lui et ne sont pas disposés à accorder au Président la confiance qu'ils ont refusée au candidat.

MICHELE BACKMANN



Georges Séguy.

« Il n'a qu'à bien se tenir, le Giscard »

Dans les entreprises, le moral n'est pas là où l'on aurait dû le trouver : dans le camp du vainqueur.

Ce paradoxe n'a pas échappé aux travailleurs. A Laval, par exemple, cela devient un véritable sujet de plaisanterie : « Si vous cherchez des gars dépités, ce n'est pas chez nous que vous trouverez des clients ! », s'esclaffe un O.s. de la fabrique des pompes Salmson-L.m.t. « Pour la déconfiture voyez plutôt par là ». Les doigts se pointent dans la direction de l'usine L.m.t.-Sept Fontaines, l'une des rares qui peut se vanter d'avoir une petite équipe de travailleurs qui ont milité pour Giscard : « une espèce en voie de disparition », ironise-t-on. « Je vous jure qu'ils ne paradent pas, là-bas ! Moins de 51 %. Pas de quoi être fiers ! Il faut voir leur tête : ils n'en mènent pas large ». Et tout le monde de s'en réjouir. Indiscutablement, le moral est bon. Aux pompes Salmson, comme dans la majorité des entreprises françaises, les travailleurs qui ont voté pour François Mitterrand ne se sentent pas battus.

« Il n'a qu'à bien se tenir, le Giscard », pouvait-on entendre lundi chez Renault. A la pause de 11 h, autour d'une bouteille, le secteur machine-outil trinquait pour saluer le pourcentage obtenu par le candidat de la gauche.

« Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas eu de déception parmi les travailleurs, reconnaît un syndicaliste de chez Michelin, à Clermont-Ferrand. Passer si près de la barre et se retrouver encore dans l'opposition, cela fait forcément un peu mal au cœur. Mais tout de suite, les gars se sont sentis dans une position de force ». « Avec la moitié des Français contre lui, Giscard a plutôt intérêt à savoir ce qu'il fait », assurait de même un métallo des Chantiers de l'Atlantique.

Même les plus timides, comme aux Chèques postaux de Paris, parlent des promesses du candidat Giscard. « Et s'il ne les tient pas, ça va chauffer ! », n'hésite-t-on pas à dire dans les couloirs du centre Italie.

A la Semm-Caravelair de Trignac (Loire-Atlantique), où les travailleurs viennent d'obtenir l'assurance qu'ils seraient tous réembauchés après 2 mois de conflit, la détermination va plus loin. La C.g.t. et la C.f.d.t. sont déjà en train de préparer une lettre pour exiger que le candidat de la droite tienne parole : n'a-t-il pas promis à Nantes qu'en cas de licenciements collectifs, les travailleurs percevraient leur traitement pendant un an ? « Il peut compter sur nous pour le lui rappeler, assure un O.S. de la Semm. C'est le 30 juin que nous arrêtons de percevoir nos indemnités de licenciement ! »

Chez Berliet, à Vénissieux, où l'excellent « moral des troupes » surprend même les syndicalistes chevronnés, on fait une analyse similaire : « Avec sa faible marge de manœuvre, on l'attend au coin du bois, Giscard, et on verra, s'il ne veut pas les tenir ses promesses... » Prédiction largement partagée par les métallos de chez Rateau. A La Courneuve, depuis que le travail a repris après 3 mois de lutte contre le tristement célèbre Ambroise Roux, l'ambiance n'a pas faibli : « Notre candidat n'est pas à l'Elysée. Et celui qui s'y trouve n'a pas intérêt à nous faire des entourloupettes. »

Une façon pour les vieux militants d'affirmer leur détermination et de « regonfler » les jeunes, plus sensibles à la déception de ne pas former la nouvelle majorité.

« Maintenant, on est vraiment costaud, répète-t-on chez Berliet, avec une satisfaction redoublée par la grise mine des adhérents musclés de la C.f.t. L'union des forces de gauche, ça paye. Et ça n'a pas fini de payer. »



Chez Rateau .

changer la vie sociale et économique

GREVES CHEZ DASSAULT

Les employés de chez Dassault ne sont pas contents. Et ils le disent. Au centre de montage des appareils Mercure de la Société des avions Marcel Dassault, à Istres, dans les Bouches-du-Rhône, arrêts de travail et débrayages se succèdent. Ce que veulent les travailleurs : la garantie de leur emploi, et des augmentations de salaire. Déjà, au début de mai, ils avaient décidé un arrêt total du travail qui a duré 6 jours. Aujourd'hui, ils emploient une nouvelle tactique : arrêts de travail-surprises et fréquents, suivis par 70 % du personnel.

LA HAUSSE CONTINUE

Comme chaque mois, la C.g.t. vient de publier son indice des prix. Et comme chaque mois, les prix ont augmenté. Pour le mois d'avril 1974, la hausse des prix est de 1,1 % par rapport au mois précédent. Si l'on compare au mois d'avril 1973, on enregistre une hausse de 15,5 %. Sans commentaire.

POUR NE PAS ETRE ABSORBES

Une grève dans la lignée de Lip, de Rateau et de la Semm : les 850 travailleurs de l'entreprise Milde-Massot-Disdier répartis dans toute la France luttent pour leur emploi depuis le 10 mai. Cette société d'équipement électrique est en pleine restructuration : son plus gros actionnaire, le groupe anglais James Scott, est en contact avec le groupe allemand Siemens pour se faire absorber. Une restructuration qui ressemble beaucoup à un démantèlement : fin avril, les employés apprennent que leurs patrons « ne sont pas en mesure » de leur assurer leurs salaires d'avril. Et ils se mettent en grève pour obtenir le paiement de leurs salaires et le non-démantèlement de la société. Les syndicats, qui mènent la lutte ensemble (C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c.), ont assigné la société devant le tribunal de commerce pour demander la nomination d'un administrateur provisoire.

Une chose, en tout cas, est



sûre : il n'y a pas eu, chez les grévistes, beaucoup de voix pour Giscard d'Estaing le 19 mai. Bien avant le deuxième tour, ils disaient déjà : « Nous ne nous laisserons pas berner par les déclarations du ministre des Finances sur l'indépendance nationale : comment peut-il y avoir indépendance quand l'économie est dominée par les investissements des capitalistes étrangers ? ». Et ils appelaient à voter pour Mitterrand.

19 A L'ECART

Des salariés qui occupent une usine n'ayant jamais fonctionné, c'est ce qui vient de se passer à Romans : les ouvriers de la Société nouvelle romanaise sont en grève depuis le 2 mai. Motif : 19 licenciements.

La S.n.r., on s'en souvient, est la société qui a été créée, le 22 août dernier, à la suite d'un accord entre les syndicats et le délégué général de la Fédération nationale de la chaussure, José Bidegain. Le conflit qui avait précédé l'accord avait été dur : en juillet 1973, en effet, les 3 000 ouvriers qui travaillent dans l'industrie de la chaussure de luxe, à Romans, apprennent que la société Arnoux-Salamander a décidé 127 licenciements. Soutenus par les syndicats, les partis de gauche, les ouvriers refusent cette mesure. La région se mobilise. Bidegain intervient, traite avec les syndicats : la S.n.r. est créée. Elle s'engage à réemployer, après deux mois de préavis et six mois de stage de reconversion, tout le personnel licencié. C'était en août.

Neuf mois plus tard, où en est-on ? 232 personnes ont terminé leur stage. 167 lettres d'embauche seulement ont été envoyées. Si l'on tient compte des mises à la retraite et des congés de maladie, ce sont 19 personnes qui restent à l'écart. Bref, les promesses faites par Bidegain n'ont pas été tenues. Et le 2 mai, date prévue pour la reprise des activités, les employés de la S.n.r. refusent de reprendre le chemin des ateliers. Puis ils occupent l'usine. Qu'attend cette fois-ci Bidegain pour intervenir ? Et pour répondre à l'accusation que lancent les grévistes : parmi les 19 personnes « écartées », on compte 3 militants d'extrême gauche et un délégué C.g.t. ?

L'ŒIL ETAIT DANS L'ATELIER

Pas question de travailler sous l'œil inquisiteur d'une caméra ! A l'imprimerie Quo Vadis de Nantes, la réaction des 150 employées a été immédiate. Le 8 mai, quand elles ont appris que les tranchées creusées entre l'usine et le pavillon du P.d.g., Francis Beltrami, devaient abriter les câbles d'un réseau de micros et de caméras destinés à les surveiller au travail, elles se sont toutes mises en grève.

« On a déjà les chefs sur le dos ! Etre observée au travail sans arrêt, ce n'est pas supportable. On n'est pas des bêtes ! » protestent-elles.

Le P.d.g., adepte des méthodes américaines, a bien essayé de plaider sa cause en expliquant que c'était seulement pour les équipes de nuit : il n'a pas eu gain de cause. Le 10 mai, face au piquet de grève mis en place par les travailleuses et à leur volonté, il a cédé. Devant les syndicats il a signé un texte où il accepte d'arrêter ses travaux et de ne les reprendre qu'en accord avec les délégués du personnel.

La reprise du travail est donc décidée malgré le mécontentement d'une partie des employées de la papeterie : payées au Smic, elles souhaitent que l'argent affecté à la mise en place de ce réseau de caméras soit affecté à l'augmentation de leurs salaires.

LICENCIEE POUR MILITANTISME

A la Banque française commerciale, 74, rue Saint-Lazare à Paris, il ne fait pas bon avoir des opinions de gauche. Et encore moins de le faire savoir. Une constatation illustre bien cet état de choses : dans cette filiale de la Banque d'Indochine, qui emploie 160 personnes à Paris, il n'existe pas de syndicat.

Depuis 5 ans qu'elle y travaillait comme secrétaire du directeur-adjoint, Annie Baroso n'avait jamais caché son appartenance au Parti socialiste. Faute bien plus impardonnable, elle est allée jusqu'à distribuer à la porte de cette banque un tract appelant à voter Mitterrand. Son militantisme ne fut bien sûr pas du goût de la direction. Le 30 avril, on signifie verbalement à Annie Baroso qu'elle est licenciée.

Malgré l'absence de syndicat, la nouvelle crée immédiatement des remous. Si bien que le même jour, à 11 heures du soir, la direction fait téléphoner à Annie Baroso pour lui signifier qu'elle n'est plus licenciée et qu'elle doit se présenter à son travail le 2 mai. La volonté d'éviter tout scandale, à 4 jours du premier tour des élections, paraît évidente.

Annie Baroso se rend donc à la banque comme prévu. Elle apprend alors qu'elle est mutée à un autre poste où toute promotion devient impossible.

Le groupe socialiste d'entreprise Banque-crédit-assurance proteste contre cette mesure disciplinaire qui constitue, en fait, une atteinte à la liberté d'opinion.

LES MILLE ET UNE PROMESSES DE GISCARD

Pour assurer son élection, le candidat Valéry Giscard d'Estaing n'a pas hésité à promettre tout et à tout le monde. En termes vagues, il est vrai. Les Français sont néanmoins en droit d'exiger que le président élu tienne les promesses démagogiques du candidat. Il est maintenant au pied du mur. Il lui faut lutter contre l'inflation, mais maintenir le plein emploi, relever le pouvoir d'achat des plus défavorisés sans rien prélever des énormes profits de ses amis du patronat qui ont financé sa campagne, garantir l'indépendance nationale sans s'opposer à l'emprise croissante des firmes multinationales qu'il a toujours encouragées, etc. La quadrature du cercle, en quelque sorte. Aussi Giscard n'a-t-il omis qu'une seule chose, essentielle il est vrai : chiffrer son programme *(voir « l'Unité », n° 111)*. Trop nombreuses, les promesses de Giscard d'Estaing ne peuvent être réunies toutes à la fois. Voici dans un tableau les plus importantes, que la gauche entend d'ailleurs lui rappeler en exigeant dès la reprise des travaux parlementaires le vote des propositions de loi correspondantes.

LOGEMENT

— Plus d'habitat insalubre en 1981.

— Réforme et révision de l'allocation logement.

— Humanisation des immeubles d'habitation, à la gestion desquels les habitants participeront.

— Opposition aux concentrations excessives de l'habitat.

— Moralisation du marché foncier. Plus large utilisation de la procédure des Zad. Protection des sites et du littoral.

— Utilisation de la fiscalité foncière et immobilière.

— Constitution délibérée de réserves foncières par les collectivités locales.

— Rénovation subordonnée au relogement des habitants.

DECENTRALISER LES INITIATIVES

▶ MESURES ECONOMIQUES

— Aide aux petites et moyennes entreprises.

— Contrôle renforcé des ententes.

— Protection des consommateurs.

▶ EQUIPEMENTS COLLECTIFS

Un gros effort sera effectué, en particulier pour les transports en commun, les hôpitaux, les crèches, etc.

— Programmation des équipements publics indispensables.

— Participation des élus aux choix et à l'exécution des travaux sur fonds publics.

▶ A L'ECHELON LOCAL

— Politique active d'aménagement du territoire.

— Transfert de ressources vers les communes. Subvention globale d'équipement. Allègement des charges.

— Réforme du statut de Paris, qu'administrera un maire élu.

EMPLOI - CONDITIONS DE TRAVAIL

— Priorité absolue à la défense du plein emploi.

— Création d'un fonds paritaire de garantie de l'emploi.

— Garantie de ressources pour les jeunes en quête du premier emploi.

— Suppression progressive des salaires au rendement. Revalorisation des heures supplémentaires et des revenus des travailleurs manuels de l'industrie. Réduction de la durée maximum légale du travail.

— Participation des salariés à la détermination des horaires et des cadences. Aménagement du temps de travail.

— Création d'équipes autonomes d'atelier où l'information circulera largement.

> « Pour moi, la démagogie, cela consiste à promettre ce que l'on sait ne pas pouvoir tenir » (V.G.E., 16 mai, R.t.l.)

— Avancement progressif de l'âge de la retraite fixée à 63 ans en 1975, puis à 60 ans par la suite.

— Renforcement des actions de prévention et de formation professionnelle.

— Commission de concertation pour les cadres.

— Maintien du salaire pendant un an pour les travailleurs victimes d'un licenciement collectif.

— Indemnisation de chômage « simplifiée, unifiée, accélérée et renforcée. »

AGRICULTURE

— Donner aux agriculteurs un revenu comparable à celui des autres groupes sociaux. Entre autres mesures :

— Réexamen des prix européens à l'automne si les charges agricoles montent trop.

— Mesures urgentes pour soutenir les cours du vin. Les règles de la chaptalisation (utilisation de sucre pour relever les degrés en alcool) pourront être revues.

— Amélioration des règlements européens concernant la viande, les fruits et les légumes.

— Définition de règles communautaires pour le vin, les pommes de terre et les protéines végétales.

— Amélioration des mécanismes de soutien : interventions et stockages.

POUVOIR D'ACHAT

— Smic : 1 200 F par mois dès 1974 et 1 300 F plus tard.

— Bas salaires : progression deux fois plus rapide que les hauts revenus visant à réduire l'écart entre les salaires.

— Prestations familiales : adaptées au niveau des revenus.

— Lutte contre l'inflation : réussir la décélération de l'inflation sans casser l'emploi. 4 conditions pour y parvenir :

1°) définir une stratégie d'ensemble auprès de nos partenaires du Marché commun et peut-être de l'O.c.d.e. ;

2°) assurer la pleine utilisation des instruments classiques d'action par le budget et le crédit, sans les renforcer ;

3°) perfectionner le dispositif contractuel des prix, mais pas de blocage ;

4°) faire accepter aux Français une croissance limitée des revenus.

S'y ajoute le projet de ramener en 5 ans la T.v.a. au taux moyen de 11 %.

— Epargne : la renforcer par des dispositions fiscales et financières, comme la hausse des taux d'intérêts des livrets.

— Mise à l'étude d'une garantie de ressources minima pour tous les Français, y compris ceux sans activité.

— Fiscalité : adaptée au niveau du salaire. Sept directions :

1°) unification de l'impôt sur le revenu ;

2°) allégement de la fiscalité indirecte ;

3°) rénovation de la fiscalité locale ;

4°) lutte contre la fraude ;

5°) impôt négatif souhaitable pour les plus défavorisés ;

6°) baisse de la T.v.a. ;

7°) pas d'impôt sur le capital ni de majoration de l'impôt sur les sociétés.

FEMMES

— Avortement : « C'est aux Français et aux Françaises de réfléchir et de décider ». Le principe fondamental est le « respect de la vie ».

— Egalité effective des salaires masculins et féminins.

— Permettre aux femmes de concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle.

— Aménagement des journées de travail (horaires souples, temps partiel).

— Création de « maisons du premier âge » (crèches améliorées).

— Nomination d'une femme au secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargée de la condition féminine.

— Veuves : assouplissement des règles de cumul de la pension de reversion et de la pension personnelle.

— Femmes divorcées ou abandonnées : Droit à l'assurance ma-

ladie et à la pension de réversion.

● MERES DE FAMILLE

— Augmentation des diverses prestations. En particulier : large élévation du plafond de salaire unique dont le taux sera majoré.

— Calcul de la retraite de la mère de famille en fonction du nombre d'enfants.

— Assurance maladie au titre de mère de famille.

● FAMILLES

— Allocations familiales. Institution progressive d'un minimum familial garanti. Augmentation annuelle du pouvoir d'achat des allocations. Accroissement des prestations pour les familles nombreuses.

— Allocation logement révisée chaque année en fonction des ressources et des augmentations de loyer et des charges de chauffage.

SECURITE SOCIALE

— Extension des garanties sociales aux Français non encore couverts.

— Exonération des cotisations d'assurance-maladie pour les retraités affiliés aux régimes des indépendants.

▶ PERSONNES AGEES.

— Revenu minimal de 20 F par jour garanti avant avril 1975,

— progression garantie du pouvoir d'achat,

— développement des loyers-logements,

— amélioration des hospices et maisons de retraite : suppression des salles communes, amélioration des soins,

— création d'équipes ménagères,

— équipements collectifs de restauration et d'animation.

▶ SECURITE FACE A LA MALADIE

— Amélioration de la protection par la Sécurité sociale. En particulier amélioration des indemnités journalières,

— développement de la prévention sanitaire,

— humanisation des équipements hospitaliers par suppression des salles communes d'ici à 1980 ; construction de nouveaux hôpitaux de petites dimensions ; amélioration du statut des personnels sociaux et paramédicaux et élaboration d'une Charte du malade.

▶ SECURITE POUR LES HANDICAPES

— Minimum de ressources (20 F par jour) garanti aux handicapés adultes,

— construction d'équipements spécialisés,

— développement de la réadaptation et de la réinsertion sociale.

C.n.p.f.

OUF!

Après le soulagement de rigueur les patrons se sont mis à faire leurs comptes. Cette opération les a rendus nerveux...

« Le boulet est passé trop près pour que nous ne soyons pas soulagés ». Cette réflexion, tous les patrons se la sont faite à l'annonce des résultats dimanche soir. Puis est venue l'heure des comptes.

Ceux du passé, tout d'abord : l'argent que 95% des fédérations patronales ont investi sur le candidat Giscard d'Estaing a été bien rentabilisé. Et si, au début de la campagne, François Ceyrac avait commencé à lancer ses troupes derrière Jacques Chaban-Delmas, il a repris assez tôt ses esprits pour que l'avenir avec Valéry Giscard d'Estaing ne s'annonce pas trop sombre.

Les autres comptes sont, eux, beaucoup plus inquiétants. Aimé Aubert, patron du service d'études législatives du C.n.p.f., a mis, dès lundi matin, son équipe au travail. Le constat est le même ici qu'ailleurs : Giscard a été élu de justesse et la France qui travaille a, majoritairement, voté contre lui.

Il y a donc là un problème. Et les gens du C.n.p.f. qui ont un tant soit peu d'intelligence se demandent bien comment élargir la base sociale du nouveau président. D'autant que trois problèmes restent en suspens et que personne ne sait comment ils vont être résolus. L'inflation, tout d'abord. La France devra finir par prendre des mesures drastiques. Par exemple, l'Allemagne qui n'atteint que 10% d'inflation annuelle prépare un vaste plan de blocage des prix. Les patrons savent qu'ils n'y échapperont pas. Et puis, pendant qu'ils s'affairaient à financer la droite, les clignotants s'allumaient les uns après les autres. La balance des paiements du commerce extérieur est encore moins brillante en avril qu'en mars et le marché de l'emploi subit ses premiers soubresauts.

Une telle situation n'est pas faite pour donner aux milieux patronaux du cœur à l'ouvrage. S'y ajoutent les promesses électorales de Valéry Giscard d'Estaing **(voir ci-contre).** C'est-à-dire une nouvelle note à payer. Première position de principe : pas de négociation globale avec les syndicats. La proposition de Georges Séguy « d'un Grenelle à froid » n'est pas du goût de ces messieurs. L'un d'eux expliquait : «Ça serait donner une formidable tribune aux syndicats. Il n'en est donc pas question. »

Par contre, le C.n.p.f. voudrait bien que deux négociations avec les syndicats qui traînant depuis longtemps — celle sur les conditions de travail et celle sur les licenciements collectifs — aboutissent le plus rapidement possible. Selon les stratèges de la maison : « L'annonce de ces deux accords amènerait obligatoirement une démobilisation des



François Ceyrac.

troupes syndicales et nous aurions peut-être la paix jusqu'en septembre. ».

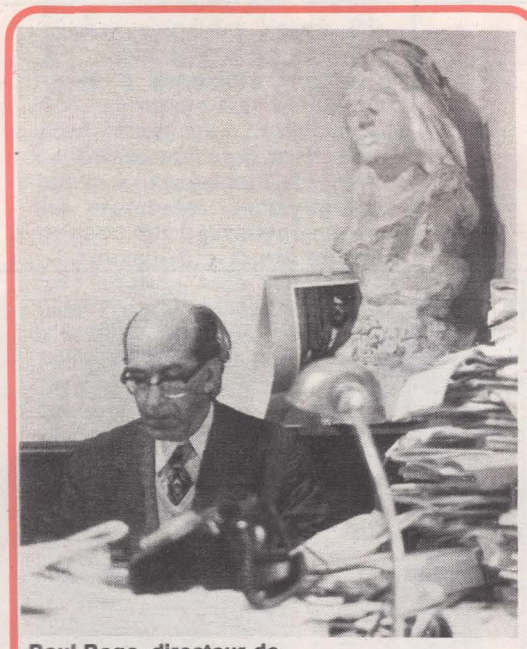
Quant aux promesses de Giscard, il faut les chiffrer. Depuis une semaine, les techniciens du C.n.p.f. s'y attachent. Cela fait beaucoup. On s'arrangera donc pour étaler au maximum dans le temps leur réalisation. D'ici à septembre, le patronat laissera sans doute le Smic augmenter très nettement. Cela permettra toujours un petit choc dans l'opinion. Et il fera un effort pour le troisième âge et pour l'âge de la retraite. Il acceptera même quelques négociations sur l'augmentation du pouvoir d'achat dans les branches professionnelles où ses bénéfices sont les meilleurs.

La surcharge des promesses électorales sur une économie fragile, cela l'inquiète, bien sûr. Mais ce qui l'inquiète bien plus, ce sont les six prochains mois : la perspective d'un « automne chaud ». Un responsable patronal qui passe pour un patron libéral confiait lundi : « Nous n'avons que quelques mois. Ou Giscard d'Estaing et nous-mêmes nous parvenons, avec des mesures sociales, à élargir la base politique et sociale du nouveau président de la République. Ou nous aurons la crise. Et les affrontements. »

Six mois, c'est très peu. Surtout lorsque la crise économique point à l'horizon. Et qu'il faut, dans le même temps, résoudre une crise sociale.

N.B.

CONFIANTS ET VIGILANTS



Raul Rego, directeur de « Republica », nouveau ministre des communications.

A plume libérée

Le Portugais hésite. Il sort avec prudence de ses quarante-huit ans de fascisme. Il veut d'abord apprendre. Pour cela, il lit le journal et discute dans la rue. Très peu de bons livres existent qui parlent honnêtement du Portugal. Les classiques de la politique étaient interdits — sauf les discours de Caetano, bien sûr. Il faudra attendre quelques mois pour que soit résolu le problème. Garibaldi est directeur de « Seara nova ». Une revue, puis une maison d'édition qui a traversé le fascisme. Elle est plus vieille que lui. C'est une nouvelle jeunesse qui l'attend. Les plans du directeur sont ambitieux. Il souhaite en discuter avec les autres éditeurs de gauche, car la tâche est considérable. Il y en a pour tout le monde. Dès maintenant. Tout seul, s'il le faut, il a décidé de lancer quatre collections : les classiques du marxisme, les problèmes des syndicats et du syndicalisme, les problèmes coloniaux et les mouvements de libération (qu'il fera choisir par ces derniers), enfin une histoire du socialisme portugais. Il faudra reproduire des livres déjà écrits, mais de nombreuses recherches sont à faire. Seara Nova a proposé à un groupe de huit intellectuels de travailler d'une façon déjà socialiste. Ils ne sont pas payés au livre, mais salariés.

En attendant, les journaux augmentent leur tirage. Ils sont lus, commentés, échangés. A la terrasse des cafés, on ne voit plus une seule tête, mais des feuilles blanches noircies et quelquefois derrière, un crâne chauve, un chapeau ou la voilette d'une vieille fille qui elle aussi veut s'informer. C'est aussi ça, la réponse de Gutenberg à Mac Luhan. Nulle part en Europe la crise du papier n'est aussi durement ressentie.

Mario Soares : « Il faut d'abord détruire les bases sociales du fascisme et consolider la démocratie ».

De notre envoyé spécial

« Les deux tâches les plus importantes du moment sont : unité au sein des forces armées et unité entre les forces armées et le peuple ». C'est Mario Soares qui parle. A ce moment, il n'est pas encore ministre des Affaires étrangères, mais ses responsabilités sont déjà considérables. Le siège du Parti socialiste où nous nous trouvons est recouvert d'affiches d'Allende. Un seul téléphone encore, et il est toujours occupé. Des personnes entrent et sortent, de tous âges et de toutes professions. Dans un coin, un drapeau rouge que certains viennent toucher. Il est difficile d'obtenir un entretien de plus de quelques minutes, mais « pour « l'Unité » c'est différent ! ». Nous nous enfermons dans une pièce presque calme. Condamné à l'exil par Caetano, Soares a passé quatre ans à Rennes, où il exerçait les fonctions de lecteur à l'université. Il a d'excellents contacts avec tous les dirigeants de la gauche européenne. Il voue pourtant à François Mitterrand une admiration particulière, qu'il se plaît toujours à souligner. Un sourire heureux éclaire son visage quand il parle de la France. Mais, très vite, son propos revient au Portugal. Soares s'anime. Le professeur affable, tout en rondeur, devient homme politique. La voix monte, l'énergie apparaît.

« La junte de Salut national a été imposée, ou proposée si vous voulez, par le Mouvement des forces armées. La commission coordinatrice du Mouvement a décidé d'inviter certains officiers généraux à se joindre à lui. Ils en ont accepté le programme. En ce moment, la junte et le Mouvement coïncident. Cette unité est notre première garantie ». Nous sommes à quelques jours de la formation du gouvernement. Mario Soares résume sa position et celle de son parti. La junte fera bientôt place au président de la République et au Conseil d'Etat. Le secrétaire général du Parti socialiste insiste sur la nécessité d'une clarification des rapports futurs entre le président de la République, le Conseil d'Etat et le gouvernement. « Le gouvernement est formé par des représentants des partis politiques au travers desquels le peuple s'exprime. » Voilà pourquoi Soares insiste sur la nécessité de l'unité entre le peuple et les forces armées.

« Il y a un dynamisme nouveau dans la société portugaise, souligne-t-il. Les forces armées ont effectivement déclenché un processus que nous voulons consolider et accélérer. Il faut le transformer en une révolution. Mais le problème du jour ici n'est ni la construction du socialisme ni même l'option socialiste. Il faut d'abord détruire les bases sociales du fascisme et consolider la démocratie. Il faut aussi mettre en place une politique de décolonisation qui conduise à la fin de la guerre et à l'autodétermination des peuples africains. Ceci est valable jusqu'aux élections. Après, on verra. » Soares résume en quelques mots la situation. Il reviendra ensuite sur chacun des points qui lui paraissent les plus significatifs.

D'abord décoloniser

La question coloniale, d'abord. « Nous sommes pour l'autodétermination et l'indépendance des colonies. Pour la fin de la guerre. Nous nous considérons comme des alliés objectifs des mouvements de libération. C'est notre position de fond et notre position actuelle. » La junte ne peut se permettre d'effrayer les Blancs d'Afrique. Elle doit songer à préserver son unité. C'est-à-dire s'en tenir à l'autodétermination. Mais, en nommant Soares ministre des Affaires étrangères — son premier voyage a été pour le Sénégal — elle sait ce qu'elle fait : les positions du Parti socialiste sont connues. C'est Soares qui fait remarquer : « La junte est pour l'autodétermination, ce qui implique qu'elle en accepte les conséquences. L'une d'entre elles est l'indépendance. »

« Le gouvernement doit faire preuve de sa bonne foi. Il doit se rendre crédible. » Il y a huit jours encore, les conceptions de l'autodétermination qu'avaient les deux parties en présence conduisaient à un dialogue de sourds. Pour la junte, il s'agissait d'organiser des élections. Mais, pour les combattants de la liberté, « treize ans de guerre constituent en soi une forme d'autodétermination ». Soares estime que, pour sortir de cette impasse, le gouvernement devra faire deux gestes qui le rendront crédible aux yeux des peuples africains : « Il doit libérer les prisonniers politiques, y compris les guerilleros, ce qui est en partie fait. Il doit également suspendre les opérations militaires offensives et d'anéantissement. De toute façon, quand le processus est engagé, il est irréversible, l'expérience le prouve. Il faut donc accentuer et développer ce processus. »

Grèves et occupations d'administrations publiques ou d'entreprises se multiplient. Le Parti communiste vient d'attaquer violemment l'extrême gauche. Mais le mouvement est infiniment plus profond. La volonté spontanée d'une partie des masses est d'avancer vite. C'est un problème délicat pour les partis de gauche. Membres du gouvernement,





Adelino Palma Carlos.



Alvaro Cunhal, ministre d'Etat.



Le président de la République recevant les félicitations des « capitaines ».



Mario Soares.

ils y sont les représentants du peuple. Ils veulent consolider la victoire et ne pas brûler d'étapes. « Tout ce qui démobilise les masses, tout ce qui divise les forces démocratiques est négatif. Nous ne pouvons pas nous permettre de déchaîner les forces réactionnaires et, pour cela, il faut être modérés. » Cette position repose sur l'analyse des forces en présence. D'un côté, un mouvement populaire victorieux par l'intermédiaire des forces armées, mais dont l'unité n'est pas profonde. De l'autre, un ennemi frappé, mais pas détruit. Qui tentera tout pour revenir et se servira de la faible éducation politique des masses. Des séquelles laissées dans la tête de chacun par cinquante ans de la propagande anticommuniste la plus rigide qui soit.

"Convivir"

« N'essayons pas d'accélérer exagérément le processus, car nous donnerions des armes aux fascistes. Nous jetterions nous-mêmes les bases d'un contrecoup d'Etat. Aujourd'hui, le pouvoir économique est entre leurs mains. Ils sont présents dans d'innombrables rouages de l'administration. Ils peuvent paralyser la machine économique et politique ; l'appareil de contre-attaque existe. Ils n'ont besoin que d'un peu d'audience et cette audience leur serait donnée si l'on pouvait dire qu'il y a un danger communiste, ou celui d'une révolution anarchiste, ou n'importe quoi d'autre. »

Le secrétaire général du P.s. reste très calme, mais on le sent tendu. Tout d'abord, il y a l'ennemi qui conspire en Espagne et prépare des attentats. « Nous avons été prévenus par des camarades espagnols qu'on voulait nous tuer. La meilleure preuve que quelque chose se prépare, c'est que les agents de la Pide, détenus depuis le 25 avril, après l'abattement le plus total commencent à relever la tête et à montrer de l'arrogance. Ils ont eu vent de tout ce qui se trame dans l'ombre. » Soares ne croit pas pourtant à la possibilité d'un contrecoup éclair. « La tentative révolutionnaire peut-elle s'effondrer immédiatement ? Je crois que non, car l'unité entre le peuple et les forces armées est telle que personne ne peut oser un putsch de type réactionnaire. » Mais si la situation économique et politique se détériore, si les biens de première nécessité viennent à manquer, la base pour une opération de ce genre peut naître.

« Pour consolider la démocratie, nous devons démocratiser l'appareil d'Etat. Au niveau national, mais aussi au niveau régional et au niveau local ». Il s'agit d'en finir avec les structures fascistes, dans l'administration comme dans les entreprises. « Certaines expériences de type autogestionnaire pourraient être tentées. En tout état de cause, il faut donner aux syndicats le pouvoir qui leur revient et développer l'unité syndicale. »

Règlement de la question coloniale, démocratisation des structures politiques et économiques, telles sont les batailles que le Parti socialiste entend avoir gagnées quand il se présentera aux élections de l'année prochaine. La solution des problèmes économiques et sociaux semblent plus du domaine du Parti communiste. Il est question que l'un et l'autre arrivent avec un « programme commun de transformation de la société sur lequel le peuple pourra se prononcer. » Telles sont les perspectives actuelles. Soares est décidé à aller de l'avant, mais il ne veut pas brûler les étapes.

« Consolider la démocratie. Consolider la démocratie. » Cette phrase est revenue vingt fois dans l'entretien. Elle semble orienter toute l'action du Parti socialiste et de son secrétaire général. La victoire est certaine, mais le futur n'est pas aussi rose qu'il y paraît. Soares revient sur la nécessité de casser la réaction. « Nous avons demandé le jugement des grands responsables fascistes, pour des raisons morales et politiques ». Il n'entend pas que des hommes de main payent alors que les dirigeants « s'offrent des vacances dans l'île de Madère ».

Mais, surtout, Soares pense au futur : « Il faut empêcher que les ennemis de la Révolution et de la démocratie se réorganisent. Il faut être vigilants... Sans le Mouvement des forces armées, le processus est mort. Il n'y a pas de tâche plus importante pour un démocrate en ce moment que de « convivir », que de vivre en symbiose avec les forces armées et leur faire comprendre nos problèmes ». Par trois fois, Mario Soares a évoqué le cas chilien. La situation est largement différente, notamment dans le domaine fondamental des forces armées. Mais l'obsession existe et le danger fasciste aussi, même s'il vient en partie d'ailleurs. Le processus engagé le 25 avril est vital pour l'essor du peuple portugais. « Mais, remarque Soares, nous n'avons pas encore de force syndicale ou démocratique ou politique qui nous permette d'assurer nous-mêmes la défense de ce processus ». L'heure est à la vigilance.

MAURICE FABIEN

L'ARNAQUE

« Il est retors. Il est vulgaire. Il est influençable. Il montre de surprenantes lacunes. Sa loyauté est minime... etc. » (Chicago Tribune)

On ne demande même plus : partira, partira pas ? Mais déjà : quand Richard Nixon partira-t-il ? Et aussi : démission, ou destitution ?

Depuis quelques jours, la réponse des observateurs est à peu près unanime. A commencer par celle des grands journalistes américains, comme Edward Behr, responsable de l'édition européenne de l'hebdomadaire « Newsweek ». « Pour la destitution de M. Nixon, déclare Edward Behr à « l'Unité », la majorité des deux tiers plus une voix est d'ores et déjà acquise parmi les sénateurs. La question est plutôt de savoir combien de temps durera l'ensemble de la procédure. Il est évident que les avocats de la Maison Blanche feront traîner les choses en longueur et il n'est pas impossible qu'aucun jugement ne soit rendu ni en 1974, ni en 1975 et — qui sait ? — peut-être même pas avant l'expiration du mandat de M. Nixon en 1976. » Edward Behr ne pense pas en effet que Nixon démissionne, même sous la pression de plus en plus forte des parlementaires républicains, qui craignent de perdre leurs sièges en novembre — ils ont déjà été battus dans trois de leurs fiefs les plus solides lors des élections partielles de ces trois derniers mois.

L'énorme orage qui secoue l'Exécutif de l'un des plus grands pays du monde tient en un tout petit mot : Watergate. Un retentissant scandale qui tire son nom de l'immeuble servant de quartier général au Parti démocrate. C'est là que des « plombiers » de la Maison Blanche avaient pénétré par effraction le 17 juin 1972 pour le truffer de micros... et y avaient été surpris. Cette affaire du Watergate vient de franchir, dans la longue procédure de la destitution, un seuil décisif : l'ouverture, par la commission judiciaire de la Chambre des représentants, de l'instruction officielle, après 5 mois d'enquêtes préliminaires.

► Cela conduira vraisemblablement la commission à recommander la mise en accusation de Richard Nixon. C'est seulement la deuxième fois dans l'Histoire des Etats-Unis qu'une commission du Congrès est ainsi appelée à jouer un rôle de juge d'instruction, afin de déterminer si le Président doit être mis en accusation devant le Sénat pour avoir commis des crimes ou délits dans l'exercice de ses fonctions. Cette instruction, qui durera environ 2 mois, aura lieu à huis clos, mais certaines audiences seront publiques et télévisées en direct.

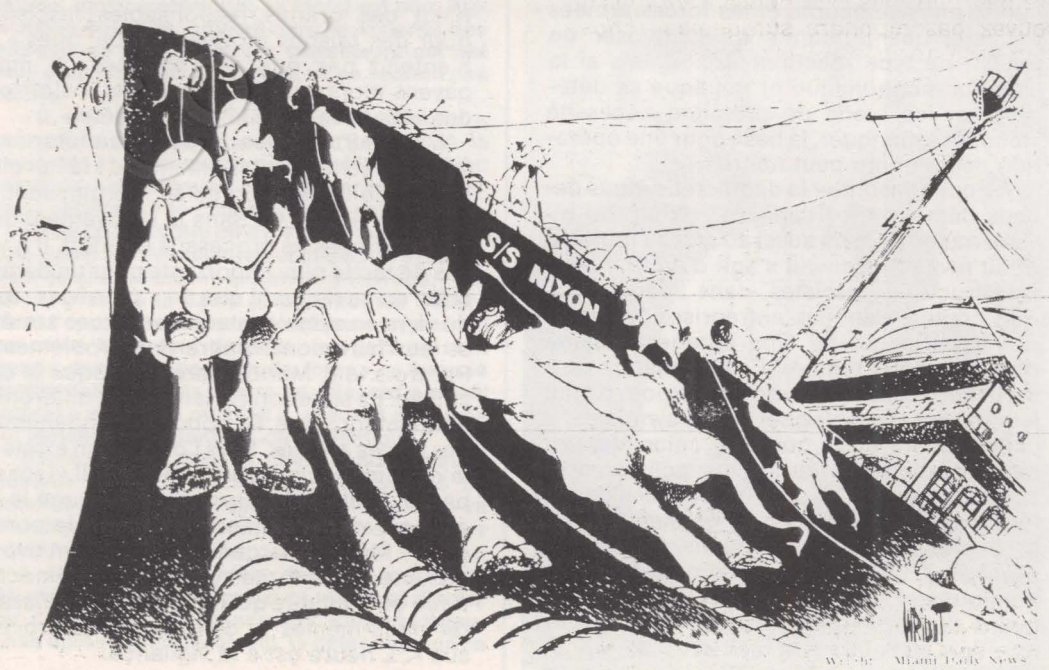
Parmi les éléments de ce dossier d'instruction figure la mystérieuse mallette de cuir marron transmise à la commission au début du mois de mars par le Grand Jury — instance composée de citoyens tirés au sort, qui décide qu'une procédure judiciaire doit être ou non entamée. Cette mallette contiendrait les éléments de preuves sur la complicité de Nixon lui-même réunis par le Grand Jury, qui n'avait toutefois pas le pouvoir de le mettre en accusation.

► La commission soumettra ensuite ses conclusions (début juillet) à la Chambre des représentants, qui préconisera ou non la destitution par un vote à la fin de juillet.

► Le procès de Nixon s'ouvrirait alors dans les premiers jours de septembre devant les cent membres du Sénat et pourrait durer deux mois. Le verdict coïnciderait en principe avec l'élection législative de novembre.

Comptant en retirer un bénéfice électoral considérable en novembre, le sénateur Ken-

Tempête sur Washington



Un tableau établi par « U.s. News and World Report » montre à quel point le Watergate et autres scandales ont fait des coupes claires, en moins de 6 mois — du 20 janvier 1973, début du second mandat de Nixon, jusqu'à la mi-mai — dans l'état-major dont Nixon s'était personnellement entouré.

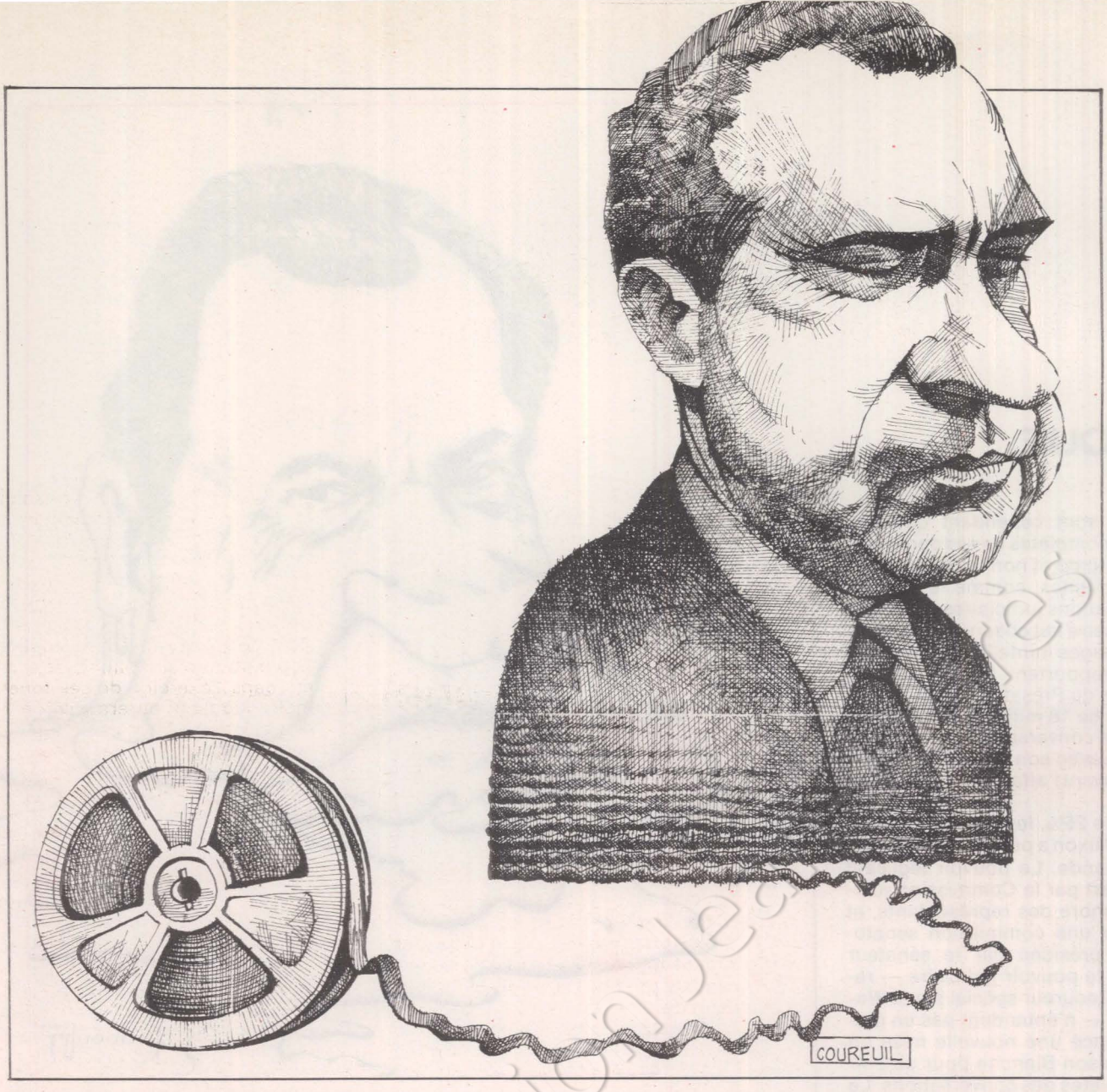
Au cabinet du Président : sur 11 secrétaires, 7 ont dû être remplacés.

Dans le cabinet élargi : sur 159 postes de sous-secrétaires, secrétaires assistants et chefs de département, 65 sont tenus par de nouveaux arrivants et il y a 29 postes vacants.

Autres agences gouvernementales : sur les 94 postes de directeurs d'agences ou de membres de conseils et commissions, 27 sont détenus par de nouveaux venus et 4 sont vacants.

La Maison Blanche : sur les 125 membres nommés par Nixon, 72 ont quitté leurs fonctions depuis le début de 1973 et des emplois sont toujours disponibles.

Donc, sur près de 400 postes de haut niveau de l'administration Nixon — des postes clés utilisés par le Président pour imprimer sa marque au gouvernement — plus de la moitié sont vacants ou tenus par des gens nommés il y a moins de quatre mois.



nedy et les démocrates souhaitent que l'affaire du Watergate suive la lente procédure de l'« impeachment », de la destitution, de préférence à la démission du Président, à laquelle on pousse dans le parti de Nixon, les républicains. « Nixon a l'habitude de se dissocier de son parti, commente Edward Behr. Il a mené la campagne pour sa réélection en 1972 avec sa propre équipe et non avec le Parti républicain. »

Le Président est donc impliqué personnellement jusqu'au cou dans le scandale. Il avait toujours nié avoir eu connaissance des tentatives d'étouffement de l'affaire avant le 21 mai 1973 — ce qu'avait contesté John Dean, un des conseillers présidentiels, devant une commission d'enquête sénatoriale. Mais, depuis, Nixon a dû — après plusieurs sommations judiciaires — livrer les extraits de conversations enregistrés durant cette période : ils démontrent avec éclat que Nixon était parfaitement au courant des manœuvres de ses collaborateurs. Il les a approuvées et encouragées, ainsi qu'en témoigne cet extrait de bande du 21 mars 1973.

Le président Nixon : « Combien vous faut-il ?

Dean : Je dirais un million de dollars. C'est ce que ces gens-là vont nous coûter pendant les années à venir.

Le Président : Ça peut se trouver, si vous en avez vraiment besoin, ça peut se trouver. Un million de dollars. En liquide. Je sais où les trouver. Ce n'est pas facile, mais ça peut se faire. Le problème, c'est de savoir qui peut s'en charger. »

Et plus loin : « Il faut garder le couvercle bien fermé... »

Nixon a également envisagé l'octroi d'une grâce présidentielle pour les plombiers.

Dean : « Je ne sais pas si vous serez jamais en mesure de leur accorder une grâce, c'est trop dangereux.

Le Président : Politiquement, c'est impossible avant les élections de 1974. Ça, c'est certain. Mais vous pensez qu'après ce ne sera pas possible non plus ?

Dean : Non, je crains que cela ne vous mouille trop. »

Dans un autre passage, Nixon suggère à ses collaborateurs la conduite à suivre quand ils seraient interrogés sur Watergate : « Vous pouvez dire que vous ne vous souvenez pas, que vous avez oublié. Que vous ne pouvez pas répondre sur quelque chose dont vous ne vous souvenez pas. »

Le texte de 1 242 pages relié de bleu, dans lequel figurent ces passages, s'arrache comme des petits pains aux Etats-Unis. Les Américains sont confondus par le personnage de Nixon qu'ils y découvrent. Les protestations venues de tous les coins du pays s'empilent sur les bureaux des parlementaires. Les journaux les plus conservateurs ont abandonné leur soutien traditionnel au Président et réclament son départ.

Ainsi le « Chicago Tribune » écrit : « Nous avons découvert l'homme privé et nous sommes atterrés. Il manque de sens de l'humour au point d'en être inhumain. Il est retors. Il est irrésolu. Il est vulgaire. Il se laisse conduire. Il montre de surprenantes lacunes. Il est méfiant à l'égard de collaborateurs. Sa loyauté est minime. » Il est « triste » que, pour la première fois dans l'Histoire, il soit préférable « pour la présidence, le pays et le monde libre » que le Président abandonne ses fonctions plutôt que de continuer à combattre pour les garder, conclut le journal. L'« Omaha World Herald », publié dans le Nebraska — bastion républicain qui avait voté Nixon à 80% ! — estimant que les réussites du Président sont « assombries par le niveau effroyablement bas de moralité politique à la Maison Blanche », demande au président de démissionner.

Le « Los Angeles Times », le « Cleveland Plain Dealer » et le « Kansas City Times » ont également réagi pour la première fois. « On a longtemps dit à propos du Waterfate que New York et Washington ne sont pas l'Amérique et que l'opinion de leurs intellectuels et journalistes ne réflétait pas celle de l'Américain moyen, remarque Edward Behr. Mais les prises de position de journaux comme ceux du Kansas ou du Nebraska engagent désormais tout le pays. »

Tout en constituant déjà un document politique accablant, les 1 242 pages qu'a dû

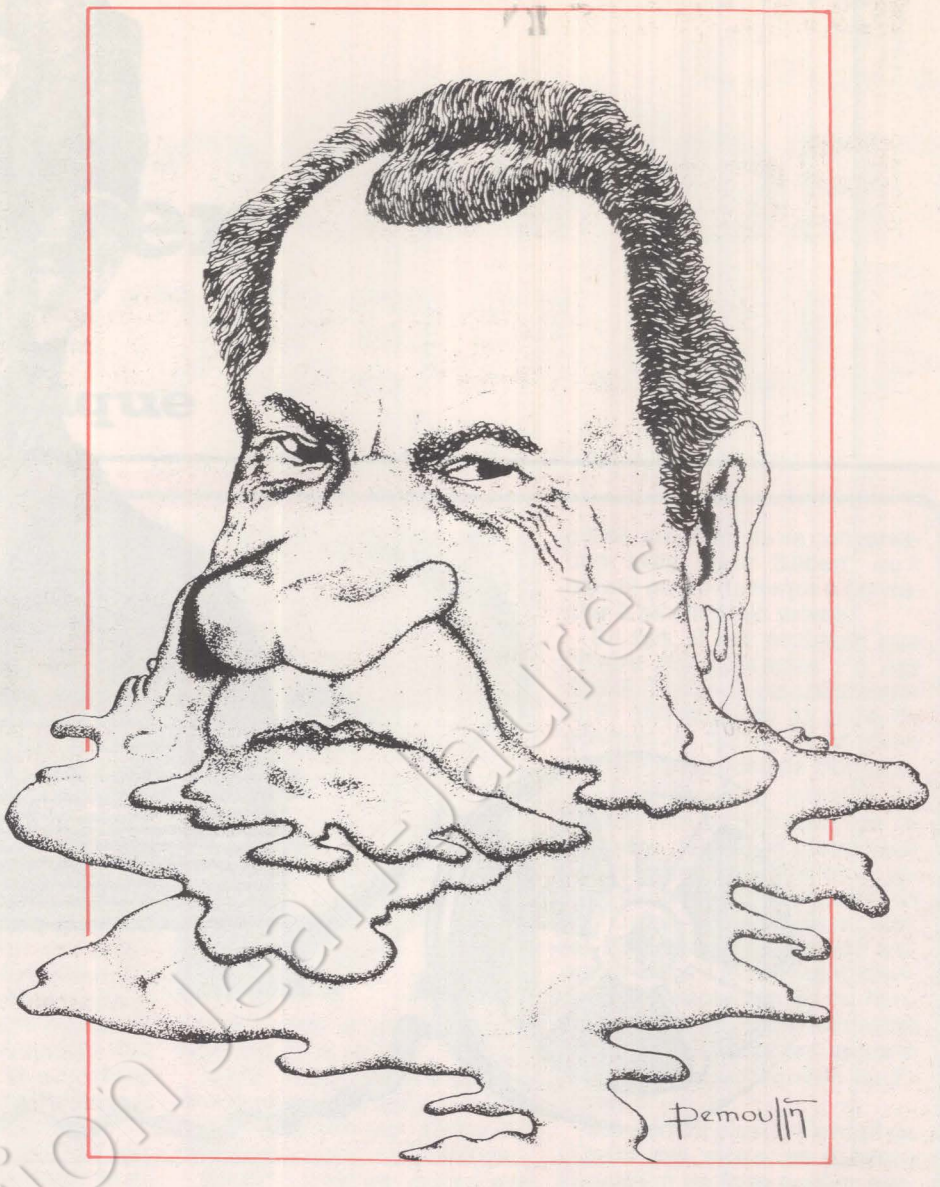
→

Les sondages : Nixon doit partir

Trois sondages publiés par l'hebdomadaire « Time » illustrent l'évolution de l'opinion américaine :

Le président Nixon doit-il continuer à assurer ses fonctions ?	août 1973	novembre 1973	avril 1974
	60 %	49 %	37 %
Démissionner ?	20 %	29 %	38 %
Etre destitué ?	10 %	10 %	17 %
Ne savent pas	10 %	12 %	8 %

L'ARNAQUE



→

livrer Nixon ne sont cependant que des transcriptions incomplètes de ses conversations sur le Watergate et non les bandes enregistrées elles-mêmes, comme le demandaient les assignations judiciaires successives. Toute la presse a fait observer le nombre de trous, de passages inintelligibles qui, curieusement, se rapportent pour la plupart aux interventions du Président. Il y a notamment un « trou » de 18 minutes dans l'enregistrement d'une conversation compromettante qu'il a eue avec son conseiller Haldeman, trois jours avant l'affaire du Watergate.

Par 52% contre 25%, les Américains sont convaincus que Nixon a permis l'effacement délibéré de la bande. Le pouvoir législatif incarné d'une part par la Commission judiciaire de la Chambre des représentants, et d'autre part, par une commission sénatoriale d'enquête présidée par le sénateur Erwin, ainsi que le pouvoir judiciaire — représenté par le procureur spécial sur le Watergate Jaworski — n'entendent pas en rester là : ils ont lancé une nouvelle mise en demeure à la Maison Blanche pour obtenir les bandes complètes des conversations. Le président Nixon s'y oppose et l'épreuve de force pourrait se régler en dernier ressort devant la Cour suprême.

Le Watergate n'est pourtant pas le seul bourbier dans lequel s'empêtre Nixon et sur lequel enquêtent actuellement des commissions de parlementaires.

▶ Ainsi le scandale de la déclaration d'impôts présidentielle de 1969, où Nixon a fait figurer une exonération due à une « remise d'archives au gouvernement » d'environ 500 millions de dollars ! qui est en fait intervenue un an plus tard. Les Américains qui sont lourdement taxés prennent très mal ces malversations fiscales. Selon un sondage Harris du début mai, 61% contre 20% pensent que Nixon a voulu tricher sur ses déclarations d'impôts et 53% contre 33% pensent que c'est une raison pour réclamer son départ de la Maison Blanche.

▶ L'affaire I.t.t. : les poursuites anti-trust contre la compagnie avaient été abandonnées après que la trop fameuse multinationale eut contribué de façon très substantielle à la Convention nationale républicaine de 1972.

▶ Les contributions financières de l'industrie laitière (plus de 400 000 dollars) à la campagne républicaine, en échange de quoi l'administration Nixon a accordé une aide gouvernementale accrue pour le prix du lait et décidé de quotas d'importation sur le fromage et autres produits laitiers.

▶ Les propriétés de Nixon à San Clemente (Californie) et Key Biscayne (Floride), agrandies et aménagées avec près de 17 millions de dollars de fonds publics.

▶ Le cas Vesco : l'ancien ministre de la Justice de Nixon, John Mitchell, avait été accusé — puis acquitté — d'obstruction à la Justice dans l'enquête sur le financier Robert Vesco qui avait contribué de façon importante à la campagne républicaine. Mitchell vient d'être remis en cause par la commission d'enquête sénatoriale à partir de nouvelles preuves.

▶ Il y a aussi l'affaire Hughes. Un ami personnel du Président, Bebe Rebozo, avait reçu une contribution de 100 000 dollars en espèces pour le fonds de la campagne de réélection. Une partie de l'argent avait été donnée aux frères du Président (Donald et Edward Nixon), qui viennent d'être cités à comparaître, ainsi qu'à la secrétaire personnelle du Président, Rose-Mary Woods.

▶ La dernière affaire en date n'est pas passible de suites judiciaires, mais jette un discrédit moral supplémentaire sur les hôtes de la Maison Blanche. Il s'agit cette fois de Mme Nixon, qui a reçu en cadeau du roi Fayçal d'Arabie une valeur d'une dizaine de milliers de dollars en bijoux. Selon la Constitution, ces bijoux doivent être déposés dans un « Bureau des cadeaux » qui est la propriété du gouvernement. Mme Nixon les a sortis de son coffre-fort privé deux ans après les avoir reçus et seulement après qu'une journaliste indiscrète eut commencé à enquêter.

Le rôle de la presse américaine est d'ailleurs considérable dans la découverte des scandales. L'équipe du « Washington Post » a la première lancé l'offensive et obtenu le prix Pulitzer. « On peut se demander, note Edward Behr, ce qui serait arrivé si la presse n'avait pas joué ce rôle... Et imaginer le pire. »

La « peur du vide » qu'aurait suscitée un départ de Nixon n'existe plus. Alors qu'en novembre dernier 61% des Américains pensaient que la destitution serait un désastre pour le pays, il n'y en a plus maintenant que 38% à être de cet avis. Le vice-président Ford, jusqu'alors prudent et discret dans ses déclarations, a flétri vigoureusement à plusieurs reprises les « horreurs » du Watergate et s'est mis en réserve du pays, en déclarant qu'il avait « l'expérience nécessaire » et se sentait suffisamment préparé au cas où il faudrait remplacer le Président. Alors que le compte à rebours a commencé pour la destitution, c'est le signe qu'une page est désormais tournée. L'agonie politique de Nixon a commencé.

G.R.

Après les fatigues des élections
Venez vivre heureux en Ardèche
et passer
Pentecôte a la
GRANDE FETE
ANNUELLE SOCIALISTE
de Vallon Pont d'Arc les :
1 - 2 et 3 juin 1974

- **José CANO et ses Chanteuses**
- **Les Majorettes du Pouzin**
- **Les FARMERS**
- **Claude MARTI Chanteur occitan**
- **Jacques HELLIAN et sa formation**
- **Allocution de Claude ESTIER**
  Secretaire National du P.S. - Directeur de l'UNITE

Vente de T. Shirt Poing à la Rose
Braderie monstre tout à 3 F
Et le 3 juin sur les bords de l'Ardèche
MECHOUI Monstre

Raymond Nicolas : "L'architecture est aux mains des banquiers"

On assiste depuis quelque temps à une remise en question, de la part des cadres, de leur propre statut : la création récente du Syndicat de la magistrature et de celui des avocats de France, la réflexion engagée par les médecins du Groupe Information Santé (G.i.s.), en sont les signes. Volonté d'analyser un rôle idéologique, ou de partager un pouvoir, ou encore d'empêcher la dégradation d'une profession ? Cet état d'esprit se généralisant, les architectes et les urbanistes ne pouvaient, à leur tour, rester en dehors du courant. Les Etats généraux de l'architecture et de l'urbanisme, organisés par l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (Adua, 3 rue de la Bruyère, Versailles) viennent d'en faire la preuve. Et Raymond Nicolas, secrétaire général de l'Adua, en témoigne.

RAYMOND NICOLAS : Il existe certes un syndicat, l'Union nationale des syndicats français des architectes, une organisation de type vertical, corporatiste, puisqu'elle regroupe à la fois des architectes patrons et salariés. Nous — c'est-à-dire l'Adua — nous avons préféré essayer de sortir les professionnels du bâtiment de leurs carcans, les architectes de leur tour d'ivoire. Afin de mettre leurs capacités techniques au service de ceux qui ont à subir le domaine bâti, de tous ceux qui doivent supporter la laideur des tours, les H.l.m. bruyantes, l'aberration des villes nouvelles, les déplacements quotidiens épuisants. Parce qu'ils donnent forme à notre vie, les problèmes d'aménagement et d'urbanisme nous concernent tous : il faut donc que nous les portions sur la place publique.

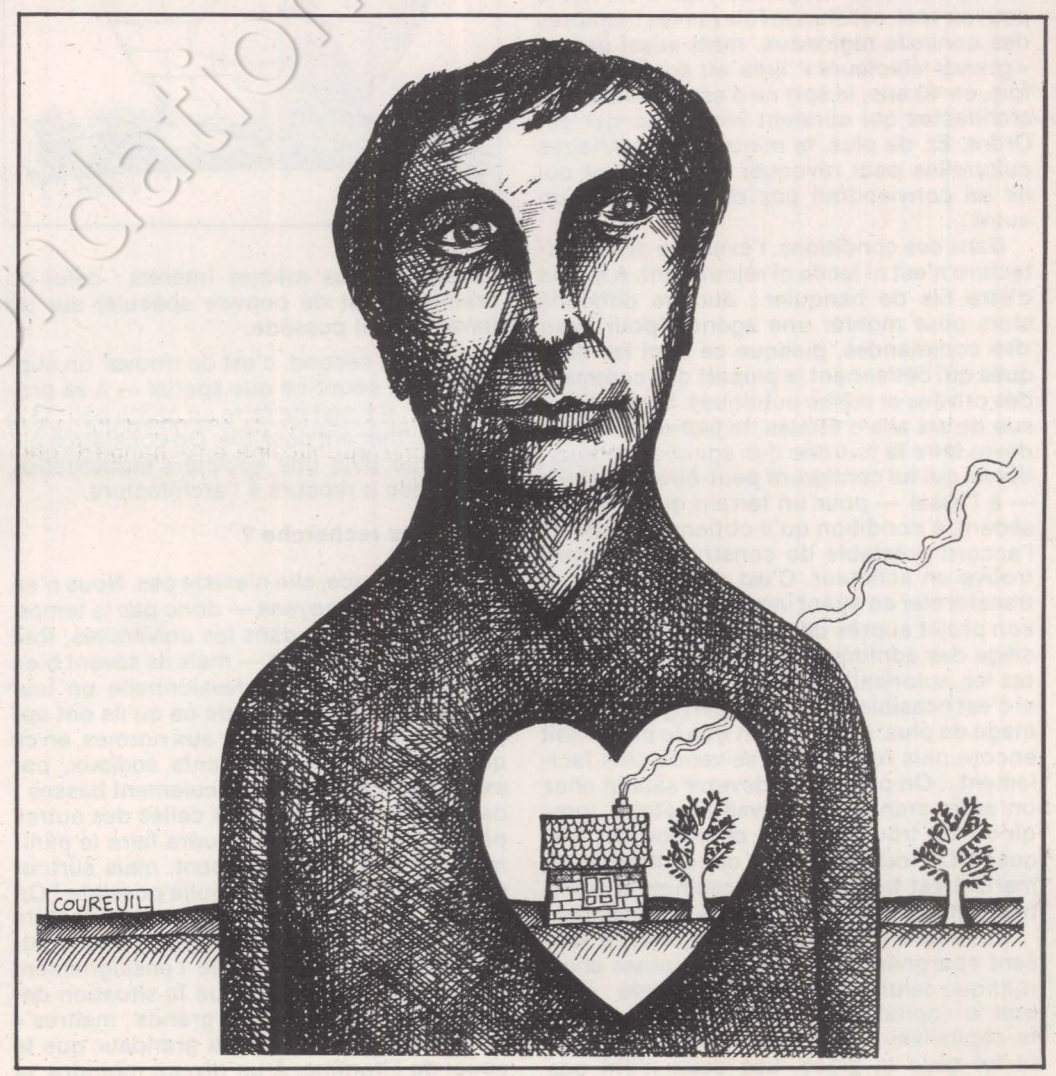
Et nous pensons que les architectes ne sont pas les seuls à avoir leur mot à dire — même si ce sont les plus nombreux dans notre association, qui a été fondée par quelques-uns d'entre eux en 1969. Des ingénieurs, des géomètres, des médecins, des avocats nous ont rejoints et témoignent de leur expérience. Et aussi les utilisateurs, les salariés.

Les Etats généraux de l'architecture et de l'urbanisme sont d'ailleurs à cette image. Pendant plusieurs jours nous avons participé à un échange d'informations et de réflexion entre les représentants des multiples organisations, partis et syndicats : la Fédération nationale des locataires, l'Association des copropriétaires et résidents, la Fédération nationale des travailleurs du bâtiment C.g.t., l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (U.g.i.c.t.-C.g.t.), des délégués du Parti socialiste et du P.c.f. Et puis d'autres, qui venaient à titre personnel. Soit près de 6 000 personnes.

« L'UNITE » : L'urbanisme en France est entièrement soumis à la logique du profit, alors qu'il devrait l'être à celle des besoins. Quelles sont les conséquences d'une telle situation sur architectes et architecture ?

— D'un bout à l'autre de la chaîne des opérations, l'architecte se trouve face aux banques, puissantes — et avides. En France, tous comptes confondus, on arrive dans l'industrie du bâtiment à des bénéfices de 10 à 15 %. Dans les autres pays européens, ces gens-là, banquiers, promoteurs et entrepreneurs, sont moins gourmands : leur taux de bénéfices, là-bas, n'est « guère que » de 6 %. On comprend qu'un tel secteur — juteux s'il en est — attire les capitaux étrangers qui prolifèrent : allemands, américains, anglais, hollandais et jusqu'aux capitaux du Pape...

Même dans les grandes mairies de gauche, pour les projets d'une certaine importance, on ne peut pas échapper à la main- →



L'ARCHITECTURE EST AUX MAINS DES BANQUIERS

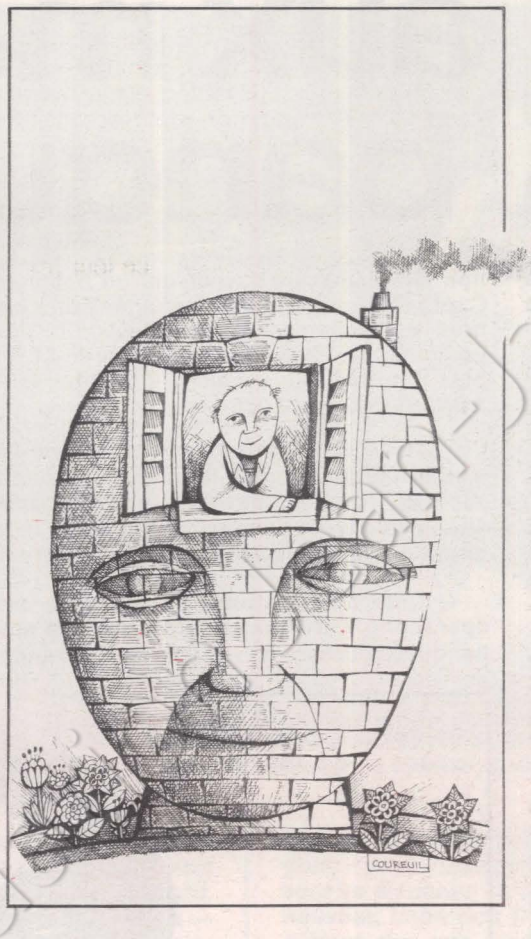
→

mise des banques : les municipalités n'ont pas les moyens techniques et financiers suffisants pour mener à bien les projets. Les bureaux d'études des grandes municipalités sont souvent les relais des banques foncières et immobilières des organismes privés qui finissent presque toujours par donner le relais de leurs études à l'O.t.h. (Omnium technique de l'habitation), le plus grand bureau d'études européen. Et tout le monde sait que l'O.t.h., c'est la Banque de Paris. Les municipalités sont ainsi contraintes d'abandonner leurs prérogatives de puissances publiques — et il suffit de regarder autour de nous pour voir à quoi cela aboutit. Tant qu'une réforme du financement de collectivités locales n'interviendra pas, l'architecture restera dramatiquement bloquée en France.

Et il n'y a rien à attendre de l'Ordre des architectes, certainement encore plus lié au Pouvoir que celui des médecins, des pharmaciens, des avocats... Il suffit de voir comment est nommée la direction nationale : par cooptation plutôt que par élections. Le président du conseil supérieur, qui a en fait le pouvoir réel, est élu à la fois par les membres des conseils régionaux, mais aussi par de « grands électeurs » tirés au sort. Pas une fois, en 40 ans, le sort ne s'est porté sur des architectes qui auraient voulu changer cet Ordre. Et, de plus, le ministère des Affaires culturelles peut révoquer un président qui ne lui conviendrait pas et en nommer un autre...

Dans ces conditions, l'exercice de l'architecture n'est ni facile ni réjouissant. A moins d'être fils de banquier : aucune difficulté alors pour monter une agence, pour avoir des commandes, puisque ce sont les banques qui détiennent la plupart des commandes privées et même publiques. Sinon, à l'issue de six ans d'études, le jeune architecte devra faire la tournée des agences immobilières, qui lui confieront peut-être une étude — à l'essai — pour un terrain qu'elles possèdent, à condition qu'il obtienne lui-même l'accord préalable de construction et qu'il trouve un acheteur. C'est donc à lui de se transformer en agent immobilier pour placer son projet auprès des banques et de faire le siège des administrations pour obtenir toutes les autorisations nécessaires. Et même, si c'est possible, une petite dérogation — un étage de plus, s.v.p. — afin que le projet soit encore plus rentable, et se vende plus facilement... On peut aussi devenir salarié chez un autre architecte : travail répétitif... lorsqu'on en trouve, car le chômage est fréquent. De toute façon, la concentration du marché est très forte : 30 cabinets d'architectes monopolisent 90 % des commandes.

Et encore la France est-elle jusqu'à présent épargnée d'un urbanisme aussi aberrant que celui du Japon, par exemple : c'est que le capitalisme foncier domine encore le capitalisme industriel, mais petit à petit lui cède la place. Les deux n'ont pas



exactement les mêmes intérêts : celui du premier, c'est de pouvoir spéculer sur les terrains qu'il possède.

Celui du second, c'est de trouver un support — ne serait-ce que spatial — à sa production : il s'agit de faire un cadre bâti, et le plus rapidement possible. On constate d'ailleurs que plus une société s'industrialise, moins elle a recours à l'architecture.

— Et la recherche ?

— En France, elle n'existe pas. Nous n'en avons pas les moyens — donc pas le temps. Quelques jeunes, dans les universités, font du travail intéressant — mais ils savent bien que dans leur vie professionnelle on leur demandera le contraire de ce qu'ils ont appris : il leur faudra se plier aux normes, en ce qui concerne les logements sociaux, par exemple, et elles sont ridiculement basses : de 15 à 20 % inférieures à celles des autres pays européens. Il leur faudra faire le minimum, lésiner à tout moment, mais surtout que la façade soit la plus jolie possible ! On ne connaît pas le visage de l'architecture de demain — ni véritablement, de celle d'aujourd'hui. L'hégémonie de l'enseignement des prix de Rome a bloqué la situation depuis longtemps : « les grands maîtres » avaient plus le désir de la grandeur que le souci de l'homme. A un niveau moindre, et sur le plan des réalisations, l'uniformité est consternante : nous sommes enfermés dans un système de signes figés. Quelquefois, on crie au miracle, au génie, comme pour la conception de la ville nouvelle d'Evry : ça n'est jamais qu'un projet d'architecture de seconde classe des Beaux-Arts. Au coup par coup, on peut trouver des ensembles harmonieux dans les volumes et dans les formes. Mais les surfaces des appartements resteront les mêmes : c'est-à-dire trop réduites. Ce n'est pas parce qu'on met des terrasses en escalier que les gens seront plus heureux.

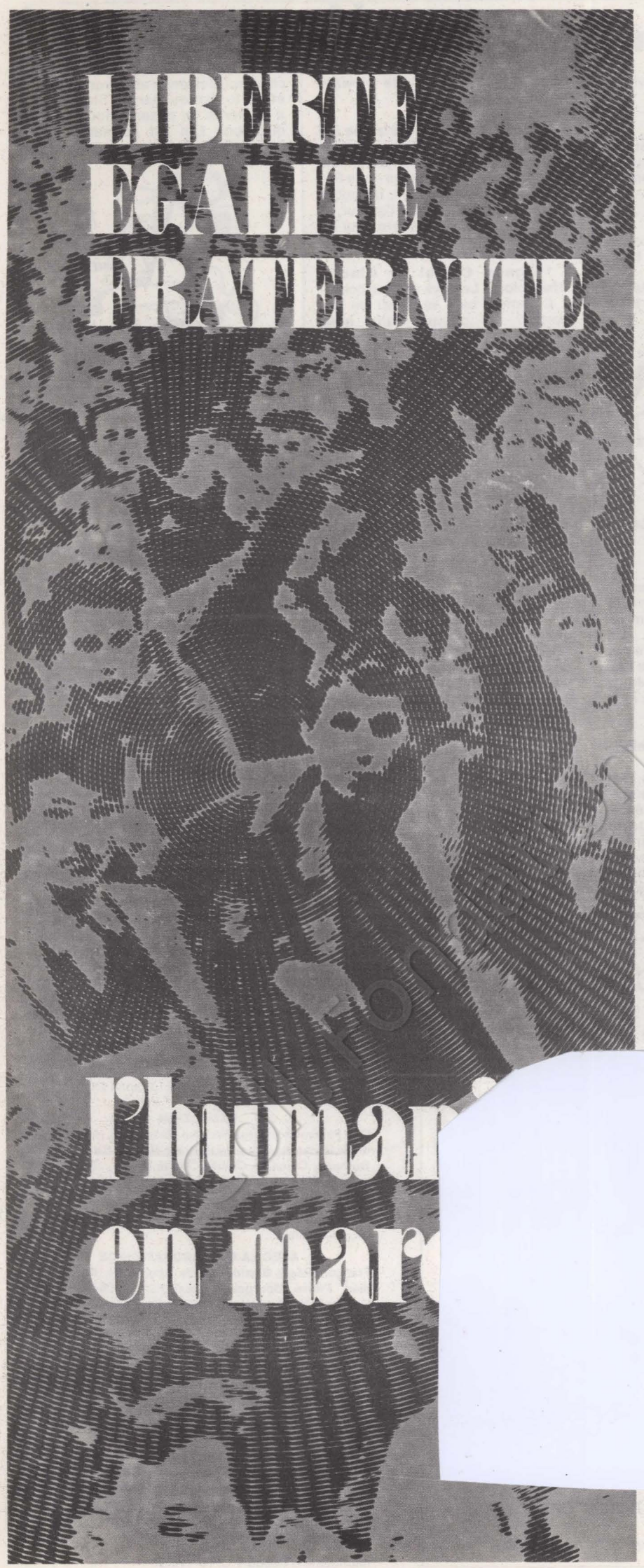
— Le bonheur, ou plus exactement la communication des habitants, est le critère de valeur d'une œuvre architecturale ? Et l'esthétique ?

— La communication, une communauté, peuvent s'établir dans une structure laide, pourquoi pas ? Aux Etats généraux, un orateur a rappelé, exemple à l'appui, que l'on peut être plus heureux dans un bidonville que dans une H.l.m. : confort en moins, mais vie sociale en plus. C'est une structure certainement moins répressive que ces grands ensembles où tout est fait pour isoler les gens : dix secondes dans un ascenseur où l'on s'ignore pour atteindre sa petite cellule individuelle. Et inversement : sous l'Ancien Régime, il y avait des palais, très beaux, pour les rois et des forums pour le peuple, mais il était quand même opprimé. Une ville laide peut être belle par la vie qui s'y organise. Bien sûr, il est souhaitable pour les professionnels... de faire preuve de goût, et de bon sens.

— Si le goût et le bon sens suffisent, chacun pourrait devenir son propre architecte ?

— Bien sûr, cela doit être une des conditions essentielles de l'exercice de l'urbanisme : que ceux qui le vivent aient prise sur lui. Ce n'est pas du jour au lendemain que chacun pourra s'y mettre, mais nous pensons qu'il serait nécessaire — mais possible dans une autre société seulement — de mettre sur pied des ateliers populaires d'architecture, à l'échelon local. Ce serait des organismes dotés de moyens financiers et techniques importants — de façon à éviter ce que nous évoquions tout à l'heure : que les municipalités soient contraintes à faire appel au secteur privé pour leurs études et réalisations. Là se rencontreraient tous les professionnels du bâtiment, des délégués de la population, et pourquoi pas, à l'échelle d'un quartier, les habitants eux-mêmes. Ces centres pourraient d'ailleurs être des lieux d'enseignement — les étudiants seraient ainsi en prise directe avec la réalité — et délivrer des diplômes. Mais avant tout cela, et pour le réaliser, il faut délivrer l'architecture de ce qui est, actuellement, son principal objet : le rendement maximum.

(PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE-LOUISE TAILLEFER)



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

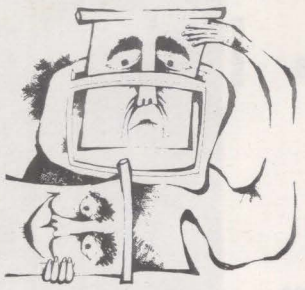
LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA

EPRODIT

Risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 24 MAI

Une adaptation du roman de Christiane Rochefort : « Les petits enfants du siècle » — une adolescence en H.l.m. (20 h 35, ch. 2).

La clôture du Festival de Cannes (21 h 40, ch. 1).

SAMEDI 25

Une évocation d'Albert Camus (17 h 15, ch. 2).

Reportage : le pétrole dans le golfe Persique (19 h 40, ch. 3).

La 2e partie de « Entre toutes les femmes », de Maurice Cazeneuve : 50 ans de la vie d'une provinciale (20 h 30, ch. 1).

Portrait filmé d'un grand écrivain : Henry Miller (22 h, ch. 1).

« Je me souviens », une émission spéciale consacrée à Fellini (14 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 26

« Les Justes », pièce d'Albert Camus (20 h 35, ch. 2).

Malgré le titre français, l'antilyrisme de la guerre : « La charge victorieuse », de John Huston ₹0 h 30, ch. 2).

LUNDI 27

Le début d'un nouveau feuilleton, signé Marcel Camus : « Les faucheurs de marguerites » — les débuts de l'aviation (18 h 50, ch. 3).

Un film de José Giovanni adapté de son roman : « La loi du survivant ₹0 h 40, ch. 3).

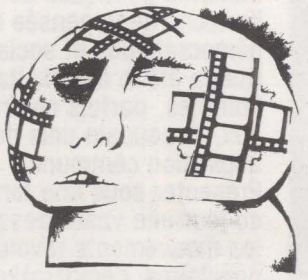
MARDI 28

Un débat sur la Résistance suivra le film d'Alexandre Astruc sur un maquis des Cévennes, « La longue marche » ₹0 h 35, ch. 2).

MERCREDI 29

« Blaise Pascal », une évocation de Roberto Rossellini ₹0 h 30, ch. 1).

Dans la série Grandes batailles du passé : « Québec, 1759 » ₹0 h 40, ch. 3).



Cinéma

*** Federico Fellini : Amarcord.**

Un chef-d'œuvre succulent et haut en couleur que cet album de pseudo-souvenirs d'enfance. Un Pagnol italien, mais transfiguré par le génie cinématographique de Fellini, ce génie qui serait capable de porter au sublime l'adaptation d'un annuaire téléphonique...

*** Stanley Donen et Gene Kelly : Beau fixe sur New York.**

La meilleure reprise du mois : un éblouissement d'humour et de musique. A revoir aussi, dans les rééditions de ces films qui font chaud au cœur, deux autres comédies américaines, non musicales celles-là : « Les hommes préfèrent les blondes » et « L'impossible monsieur Bébé », toutes deux de Howard Hawks.

*** Jaromil Jirès : Et je salue les hirondelles.**

Derniers jours d'une jeune fille dans une prison au temps de la Résistance tchécoslovaque, durant la dernière guerre. La vie, l'amour, la mort. Une réalisation sobre pour un plaidoyer humanitaire.

*** Agnès Contat et Claude Champion : Le pays de mon corps.**

Comment bien se servir de son corps ? Ce documentaire nous montre comment des thérapeutes de la psychomotricité initient de jeunes enfants inhibés à être « bien dans leur peau ». Un de ces films dont une société a besoin.

*** Guy Casaril : Piaf.**

L'enfance de Piaf racontée par Simone Berteaut, jouée par Brigitte Ariel, chantée par Betty Mars, filmée par Casaril. Une montagne de misérabilisme dans le style choc de « France-Dimanche ». On n'a pas fini de regretter la vraie Piaf ; on n'a pas fini non plus de voir les bouffeurs de cadavres se jeter sur cette môme en or.

*** John Avildsen : Sauvez le tigre.**

Un quinquagénaire perturbé par des soucis financiers et par l'écroulement des valeurs du passé, perdu dans un monde qu'il ne comprend plus, tombe de désespérance en neurasthénie. La névrose d'une certaine Amérique qui se débat entre les souvenirs d'hier et les bouleversements d'aujourd'hui.

*** Henrik Stangerup : Baisers dangereux.**

Baisers dangereux parce qu'échangés par un médecin psychiatre et une jeune femme internée. Mise en accusation d'une société qui cloisonne abusivement les êtres, le film du Danois Stangerup a le mérite de poser à nouveau la question : Qui est normal et qui est malade ? Mais sans assez de folie.



Livres

POLITIQUE

*** Claude Berger : Marx, l'association, l'anti-Lénine (Payot).**

L'auteur veut abolir le salariat. Et démystifier le marxisme-léninisme. 292 pages de « charabia » et de surenchère.

*** Francis Cohen : Les Soviétiques (Editions sociales).**

Classes et société en U.r.s.s. L'ancien correspondant de « l'Humanité » à Moscou répond aux questions essentielles : qui gouverne ? Y a-t-il une technocratie ? Une bureaucratie ? Rarement communiste français a autant décortiqué l'U.r.s.s. Avec autant de liberté.

*** Michel Jouet : Le socialisme se porte bien (Editions sociales).**

Des nouvelles en provenance de l'Est. Qui sont plutôt bonnes.

*** Bernard di Crescenzo : Crise de l'énergie ou crise politique ? (Editions sociales).**

La réponse est l'un des enjeux des lendemains de la bataille électorale.

Abonnés arrivés à échéance
réabonnez-vous sans tarder

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Cinéma

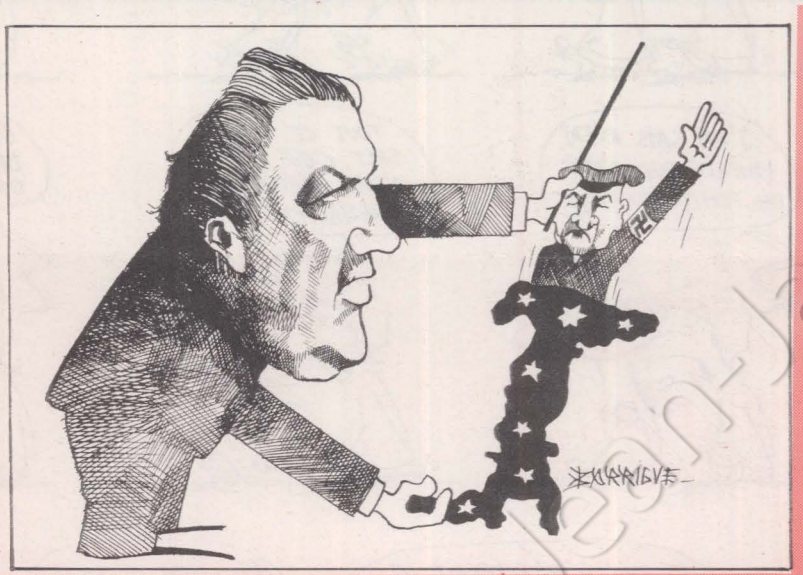
LES PROVINCIALES DU FASCISME

Dans « Amarcord », il y a une scène dont presque personne ne parle, mais qui a pourtant son importance si l'on veut essayer de dénicher les arrière-pensées de Federico Fellini : un homme, accusé d'être anarchiste, est torturé par une bande de fascistes débiles ; et le bonhomme rentre chez lui, humilié dans sa chair et dans son cœur. Pourtant, comme « Amarcord » a délibérément choisi d'être un film bouffon, cet épisode s'épanouit tout naturellement dans le grostesque : les mussoliniens ont fait ingurgiter au pauvre type de l'huile de ricin ; son fils, en le voyant tout nu dans une énorme bassine d'eau chaude, pouffe de rire...

Ainsi est construit tout « Amarcord » : en conte drôlatique, en guignolade cocasse, malgré la tristesse et la désespérance qui suintent de ces images pseudo-biographiques. Mais ce serait un contresens de ne pas voir ce que masquent ces caricatures ridicules.

Tous ces paillasses, notables, professeurs, élèves, curés, demeurés, nymphomanes, matrones, c'est la société provinciale latine : « Avec « Les clowns », j'ai liquidé le cirque ; avec « Roma », j'ai liquidé Rome ; avec « Amarcord », je liquide la province », déclare Fellini. Et les fascistes mussoliniens sont eux aussi des clowns — des clowns qui ne font pas rire.

Ce qui intéresse Fellini, c'est visiblement de démontrer ce qu'est être fasciste, et comment on le devient. « Etre fasciste pour moi, dit-il, cela signifie être provincial, ignorant, présomptueux, exhibitionniste, puéril... Lorsque l'homme est frustré dans son développement, il peut trouver dans l'idéologie fasciste une sorte de compensation vague et de revanche mesquine. » Fascisme aussi cette façon de regarder la sexualité comme une démonstration publique de virilité, ce réflexe de placer son sort entre les mains du père, ou de la mère(la mama), ou du prêtre, ou d'un « duce », ce goût de la théâtralité, cette fascination, enfin, pour



l'évasion et l'exotisme qui nous livrent au non-réel fasciste.

« Amarcord » est un film politique non parce qu'il décrit les cérémonies mussoliniennes en images grimaçantes, mais parce qu'il représente les conditions psychologiques qui favorisent l'avènement des dictatures. « Amarcord », c'est sans doute la confidence exubérante d'un grand metteur en scène ; mais c'est aussi un appel à devenir adulte.

J.-L. D.

Théâtre

PACIFIQUE CHILI

« I.t.t. se voue à la tâche de faire de notre globe un monde meilleur : « Partout au service des hommes et des nations », telle est notre devise » : c'est ce qu'on peut lire dans le rapport annuel 1970 du trust américain. Quand on sait le rôle joué par I.t.t. dans le putsch fasciste du Chili on a une idée plus précise des « services » que peut rendre une société multinationale... En réponse à cette agression, à ce bellicisme permanent du grand capital, il y avait le pacifisme du peuple chilien de l'Unité populaire. Maurice Regnaut a choisi d'en raconter l'histoire et la trop courte aventure dans sa pièce « Pacifique Chili » que Pierre-Etienne Heymann et Alain Weiss ont mis en scène.

L'expérience chilienne est narrée par Regnaut à travers la vie d'un groupe de jeunes gens de classes différentes — un fils de mineur du cuivre, un fils de paysan, un fils de petit industriel, le fils et la fille d'un propriétaire de restaurant — qui se réunissent à l'université pour faire du théâtre amateur. Leurs soucis et leurs joies, leurs conflits et leurs drames, ceux de leur famille aussi, reflètent en 17 tableaux les étapes du Chili populaire. Un spectacle dense qui fait appel à toutes les ressources du théâtre : tréteaux, marionnettes, projections, etc. Un spectacle qui sera à Amiens les 24 et 25 mai, à Denain le 1er juin, à Grenoble le 29 juin ; et, avant, à Paris, dans un lieu non encore déterminé.

Livres

LA FUREUR DE VIVRE

Les événements l'ont démontré : le socialisme, selon les conditions historiques et les circonstances politiques, peut prendre différents visages. La voie qui y mène n'est pas unique. Il faut rechercher la cause de ces disparités dans les origines mêmes de la pensée socialiste. C'est ce que font une dizaine d'historiens en aidant Jacques Droz à écrire « L'Histoire générale du socialisme » (Presses universitaires de France). Le tome 2 de cet ouvrage aborde la période 1875-1918. C'est-à-dire qu'il tourne autour de la Seconde Internationale, de sa création, de ses luttes et de son déclin. Autant dire que ce volume répond à d'importantes questions : comment le marxisme s'est-il implanté ? Comment la Révolution d'Octobre est-elle née ? Comment la révolte des masses « miséreuses et souffrantes » s'est-elle transformée en militantisme ?

Mais l'originalité et la richesse de « L'Histoire générale du socialisme » est ailleurs : Droz et ses collaborateurs ne se contentent pas d'investigations au niveau très abstrait des idées et des tendances ; ils font œuvre de précision et de science en étudiant le foisonnement et l'impact des courants socialistes dans tous les pays d'Europe, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en France, en Italie, en Suisse, en Espagne, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Russie et dans les pays balkaniques. Ils étudient même la pénétration du socialisme aux Etats-Unis, en Chine, au Japon, dans l'Empire britannique et dans le monde arabo-asiatique. Ces études successives éclairent de manière très crue le présent. C'est sans doute l'aspect le plus remarquable du livre.

Jacques Droz passe le socialisme au crible de l'Histoire. Claude Manceron, lui, applique la puissance d'analyse des théories socialistes à l'Histoire. Ce qui nous vaut un nouveau volume fabuleux — le deuxième — des « Hommes de la liberté » (Robert Laffont). Aux « Vingt ans du roi » succède « Le vent d'Amérique, 1778-1782 ». La fresque s'amplifie, soutenue par une étonnante érudition. Quel souffle ! Quel art ! Michelet rencontre Marx : Claude Manceron écrit l'aventure d'un peuple. Rien n'est oublié : aucune catégorie sociale ; aucune notation climatique, culinaire, économique, culturelle ; aucune coutume. Pas le moindre fait significatif n'échappe à l'œil infaillible de Manceron, ni à sa plume. Nous sommes entre l'avènement de Louis XVI et l'effondrement de l'Ancien Régime. Tout est dit, jour après jour. Ah ! qu'on donne ce livre aux enfants, qu'on les débarrasse des affreux petits résumés jaunes ! Manceron les convaincra : la révolution n'est pas une nouvelle merveille d'Alice ; c'est l'art de transformer le quotidien en fureur de vivre.

J.-P. L.

naphtaline et coloquinte





































